

Comptes consolidés

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

État de la situation financière

en k€	Notes	2021	2020 retraité ¹
<i>Goodwill</i>	A1-A3	140 527	134 762
Immobilisations incorporelles	A2-A3	148 751	145 275
Immobilisations corporelles	A4	219 604	205 512
Droits d'utilisation	A5	36 524	33 502
Autres actifs financiers	A6	5 749	2 979
Participations comptabilisées par mise en équivalence	A7	3 721	3 245
Impôts différés actifs	A8	22 006	14 456
Actif non courant		576 882	539 731
Stocks et travaux en-cours	A9	270 332	211 037
Créances clients	A10	107 366	101 693
Autres actifs financiers	A6	1 970	7 395
Autres débiteurs	A11	72 215	67 755
Trésorerie et équivalents de trésorerie	A12	172 787	181 890
Actif courant		624 668	569 770
Actifs destinés à être cédés	A13	—	—
Actif		1 201 551	1 109 501
Capital émis		10 573	10 573
Réserves attribuables aux propriétaires de la société mère		714 362	610 394
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	A14	724 935	620 967
Intérêts non contrôlés	A14	256	34 250
Capitaux propres		725 191	655 217
Impôts différés passifs	A8	27 883	30 337
Provisions pour avantages du personnel	A15	21 062	22 126
Autres provisions	A16	6 356	8 454
Obligations locatives	A17	29 459	26 803
Autres passifs financiers	A18	13 962	51 684
Autres créditeurs	A19	6 887	3 191
Passif non courant		105 609	142 595
Autres provisions	A16	1 612	1 021
Dettes fournisseurs	A20	127 602	105 254
Obligations locatives	A17	8 995	7 968
Autres passifs financiers	A18	46 538	32 021
Autres créditeurs	A19	186 004	165 425
Passif courant		370 751	311 689
Passif		1 201 551	1 109 501

¹incluant les impacts de la décision définitive de l'IFRS IC de mars 2021 sur les coûts de configuration et de personnalisation d'un logiciel utilisé dans le cadre d'un contrat de type SaaS (Software as a service) comme décrit dans les principes et méthodes comptables

État du résultat de la période

en k€	Notes	2021	2020 retraité ¹	Variation
Revenu des activités ordinaires	A21	1 063 965	934 198	13,9%
Achats consommés	A22	-351 114	-316 636	
Charges externes	A23	-203 465	-159 634	
Charges de personnel		-291 130	-279 516	
Impôts et taxes		-14 249	-13 287	
Dépréciations et provisions	A24	-36 358	-40 185	
Autres produits et charges courants	A25	5 522	2 020	
Résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs issus d'acquisitions²		173 171	126 961	36,4%
Dotations aux amortissements des actifs incorporels issus d'acquisitions	A24	-4 311	-8 385	
Résultat opérationnel courant		168 861	118 577	42,4%
Autres produits et charges non courants	A26	-1 235	65 171	
Résultat opérationnel		167 626	183 748	-8,8%
Produits et charges financiers	A27	-8 519	-10 425	
Résultat avant impôt		159 107	173 323	-8,2%
Impôt sur le résultat	A28	-43 612	-33 286	
<i>Dont impôt non courant sur le résultat</i>		-922	-1 717	
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	A7	196	306	
Résultat net courant³	A29	117 848	76 888	53,3%
Résultat de la période		115 691	140 342	-17,6%
attribuable aux propriétaires de la société mère		113 162	136 039	-16,8%
attribuable aux intérêts non contrôlés		2 529	4 304	-41,2%
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère, par action	A30	13,40 €	16,12 €	-16,9%
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère, dilué par action	A30	13,40 €	16,12 €	-16,9%

¹incluant les impacts de la décision définitive de l'IFRS IC de mars 2021 sur les coûts de configuration et de personnalisation d'un logiciel utilisé dans le cadre d'un contrat de type SaaS comme décrit dans les principes et méthodes comptables

²afin de présenter une meilleure vision de notre performance économique, nous isolons l'impact des dotations aux amortissements des actifs incorporels issus des opérations d'acquisition. Celui-ci s'avère en effet matériel compte tenu des dernières opérations de croissance externe réalisées. En conséquence, notre état du résultat indique un résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs issus d'acquisitions (voir note A24)

³depuis 2017, nous présentons un "Résultat net courant" qui correspond au résultat net retraité des éléments suivants :

- la ligne "Autres produits et charges non courants" ;
- l'impôt non courant, qui comprend l'impact fiscal des "Autres produits et charges non courants", ainsi que tous les produits et charges fiscaux non récurrents.

Au 31 décembre 2021, la ligne "Dont impôt non courant sur le résultat", dont les montants sont présentés dans la note A29, correspond aux économies d'impôt sur la mise au rebut d'actifs incorporels ainsi que sur le *step-up* réalisé sur les stocks acquis de iVet, ainsi que la dépréciation de la créance d'impôt différé générée sur la période aux États-Unis.

État du résultat global

en k€	2021	2020 retraité ¹	Variation
Résultat de la période	115 691	140 342	-17,6 %
Écarts de conversion	20 564	-34 287	
Partie efficace des profits et pertes sur instruments de couverture	701	1 832	
Autres éléments du résultat global - Éléments recyclables	21 265	-32 455	-165,5 %
Écarts actuariels	89	-1 984	
Autres éléments du résultat global - Éléments non recyclables	89	-1 984	-104,5 %
Autres éléments du résultat global (avant impôt)	21 354	-34 439	-162,0 %
Impôt sur les autres éléments recyclables du résultat global	-200	-627	
Impôt sur les autres éléments non recyclables du résultat global	-13	517	
Résultat global	136 831	105 794	29,3 %
attribuable aux propriétaires de la société mère	136 287	101 934	33,7 %
attribuable aux intérêts non contrôlés	544	3 860	-85,9 %

¹incluant les impacts de la décision définitive de l'IFRS IC de mars 2021 sur les coûts de configuration et de personnalisation d'un logiciel utilisé dans le cadre d'un contrat de type SaaS comme décrit dans les principes et méthodes comptables

État de variation des capitaux propres

en k€	Capital émis	Primes	Réserves	Réserves de conversion	Résultat de la période ¹	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Intérêts non contrôlés	Capitaux propres
Capitaux propres au 31/12/2019	10 573	6 534	458 112	-8 986	51 550	517 783	34 096	551 878
Impact de la décision de l'IFRS IC sur les contrats de type SaaS ¹	—	—	—	—	-534	-534	—	-534
Capitaux propres retraités au 01/01/2020¹	10 573	6 534	458 112	-8 986	51 016	517 248	34 096	551 344
Affectation du résultat 2019	—	—	51 016	—	-51 016	—	—	—
Distribution de dividendes	—	—	—	—	—	—	-3 706	-3 706
Titres d'autocontrôle	—	—	911	—	—	911	—	911
Mouvements de périmètre	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres variations	—	—	874	—	—	874	—	874
Résultat global ¹	—	—	-262	-33 843	136 039	101 934	3 860	105 794
Capitaux propres retraités au 31/12/2020	10 573	6 534	510 651	-42 829	136 039	620 967	34 250	655 217
Affectation du résultat 2020	—	—	129 695	—	-129 695	—	—	—
Distribution de dividendes	—	—	—	—	-6 343	-6 343	-5 076	-11 419
Titres d'autocontrôle	—	—	654	—	—	654	—	654
Mouvements de périmètre	—	—	-26 684	—	—	-26 684	-29 462	-56 146
Autres variations	—	—	55	—	—	55	—	55
Résultat global	—	—	577	22 548	113 162	136 287	544	136 831
Capitaux propres au 31/12/2021	10 573	6 534	614 947	-20 281	113 162	724 935	256	725 191

¹incluant les impacts de la décision définitive de l'IFRS IC de mars 2021 sur les coûts de configuration et de personnalisation d'un logiciel utilisé dans le cadre d'un contrat de type SaaS comme décrit dans les principes et méthodes comptables

L'assemblée générale des actionnaires de Virbac en date du 21 juin 2021 a approuvé le versement d'un dividende au titre du résultat de l'exercice 2020 à hauteur de 6 343 k€.

La ligne "Mouvements de périmètre" reflète le reclassement des intérêts non contrôlés du groupe HSA en capitaux propres part du Groupe suite à l'acquisition des 49% de titres détenus par les actionnaires minoritaires, portant ainsi notre participation au Chili à 100%.

État de variation de la trésorerie

en k€	2021	2020
Trésorerie et équivalents de trésorerie	181 890	93 656
Concours bancaires courants	-2 306	-13 770
Intérêts courus non échus passifs	-18	-37
Trésorerie nette d'ouverture	179 567	79 849
Trésorerie et équivalents de trésorerie	172 787	181 890
Concours bancaires courants	-628	-2 306
Intérêts courus non échus passifs	-23	-18
Trésorerie nette de clôture	172 136	179 567
Impact des écarts de conversion	5 573	-8 828
Impact des mouvements de périmètre	—	—
Variation nette de la trésorerie	-13 003	108 547

État des flux de trésorerie

en k€	Notes	2021.12	2020.12 retraité ¹
Résultat de la période		115 691	140 342
Élimination de la quote-part de résultat des mises en équivalence	A7	-196	-306
Élimination des amortissements et provisions	A16-A24	38 909	57 693
Élimination de la variation d'impôts différés	A8	-9 061	-3 771
Élimination des résultats de cessions	A25	3 009	-73 010
Autres charges et produits sans impact trésorerie		8 152	-253
Marge brute d'autofinancement		156 503	120 695
Intérêts financiers nets décaissés	A27	3 612	8 697
Dette d'impôt sur les sociétés provisionnée sur la période		52 873	37 684
Marge brute d'autofinancement avant intérêts financiers et impôt sur les sociétés		212 988	167 077
Incidence de la variation nette des stocks	A9	-54 262	-22 090
Incidence de la variation nette des créances clients	A10	-5 619	-7 626
Incidence de la variation nette des dettes fournisseurs	A20	18 693	12 079
Impôt sur les sociétés décaissé		-52 886	-30 187
Incidence de la variation nette des autres créances et dettes	A11-A19	10 989	-336
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement		-83 084	-48 159
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		129 904	118 918
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	A2-A20	-13 515	-6 534
Acquisitions d'immobilisations corporelles	A4-A20	-33 652	-22 458
Cessions d'immobilisations	A25	2 907	363 825
Variation des actifs financiers	A6	-3 157	4 688
Variation des dettes relatives aux acquisitions d'actifs		2 110	—
Acquisitions de filiales ou d'activités		-5 908	—
Cessions de filiales ou d'activités		—	—
Retenue à la source sur distributions		—	—
Dividendes reçus		—	—
Flux net affecté aux investissements		-51 214	339 521
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère	A36	-6 343	—
Dividendes versés aux intérêts non contrôlés		-5 063	-3 706
Variation des titres d'autocontrôle		174	143
Transaction entre le Groupe et les intérêts ne donnant pas le contrôle ²		-55 007	—
Augmentation/réduction de capital		—	—
Placements de trésorerie		—	—
Souscriptions d'emprunts	A18	65 643	44 997
Remboursements d'emprunts	A18	-77 984	-373 337
Remboursements d'obligations locatives	A17	-9 500	-9 291
Intérêts financiers nets décaissés	A27	-3 612	-8 697
Flux net provenant du financement		-91 693	-349 891
Flux de trésorerie		-13 003	108 547

¹incluant les impacts de la décision définitive de l'*IFRS IC* de mars 2021 sur les coûts de configuration et de personnalisation d'un logiciel utilisé dans le cadre d'un contrat de type *SaaS* comme décrit dans les principes et méthodes comptables

²l'impact de l'acquisition des 49% d'intérêts non contrôlés au Chili a été matérialisé sur cette ligne. La transaction ne modifiant pas le contrôle exercé sur les entités, elle s'analyse comme un flux provenant des activités de financement

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Note d'information générale

Virbac est un laboratoire mondial indépendant exclusivement dédié à la santé animale qui dispose sur ce marché d'une gamme complète destinée aux animaux de compagnie et aux animaux de production.

L'action Virbac est cotée à la bourse de Paris sur le compartiment A de l'Euronext.

Virbac est une société anonyme de droit français, dont la gouvernance a évolué en décembre 2020 d'une organisation à directoire et conseil de surveillance vers une organisation intégrant une direction générale (qui s'appuie sur un comité de direction Groupe) et un conseil d'administration. Son nom commercial est "Virbac". La société a été créée en 1968 à Carros.

L'assemblée générale mixte ordinaire et extraordinaire du 17 juin 2014 ayant adopté la résolution relative à la refonte des statuts, la durée de la société a été prorogée de 99 ans, c'est-à-dire jusqu'au 17 juin 2113.

Le siège social est situé à 1^{ère} avenue 2065m LID, 06516 Carros. La société est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Grasse sous le numéro 417350311 RCS Grasse (France).

Nos comptes consolidés de l'exercice 2021 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 18 mars 2022. Ils seront soumis pour approbation à l'assemblée générale des actionnaires du 21 juin 2022 qui dispose du pouvoir de les faire modifier.

Les notes explicatives, ci-après, accompagnent la présentation de nos comptes consolidés et en sont partie intégrante.

Événements significatifs de la période

Activité maintenue face à la crise Covid-19

La crise sanitaire n'a pas eu d'impacts très négatifs sur le secteur de la santé animale en 2021, et sur les activités de notre Groupe en particulier. Cependant, comme expliqué dans nos précédentes communications, nous avons mis en place un *corpus* de mesures et un pilotage au quotidien afin de prévenir et limiter les impacts potentiels. Par ailleurs, notre présence globale en termes de zones géographiques et d'espèces, notre portefeuille produits très diversifié, nos différents canaux de distribution, la très forte réactivité et capacité d'adaptation de nos équipes à travers notre modèle d'organisation, ainsi que la robustesse de notre situation financière constituent des atouts pour faire face aux conséquences de cette pandémie. Nous restons cependant vigilants à l'évolution de la situation dans les prochains mois et mobilisés pour y faire face.

Virbac reprend des actifs d'Elanco

Préalablement au rachat de la division vétérinaire de Bayer Animal Health (Bayer AH) par Elanco, les autorités de la concurrence de la Commission européenne avaient imposé à cette dernière la cession, entre autres, de trois projets en développement chez Bayer AH pour lesquels Virbac s'est portée acquéreur et pour lesquels nous avons accepté poursuivre le développement.

L'accord avec Elanco a été formalisé à travers plusieurs contrats signés au cours du premier trimestre 2021 et qui prévoient des compensations à la reprise par Virbac de ces projets de développement.

Les compensations sont de plusieurs natures :

- Elanco nous a cédé la propriété intellectuelle et tous les actifs détenus par Bayer AH inhérents à ces projets de développement ;
- Elanco nous a transféré le contrat de licence signé par Bayer AH avec le détenteur des droits sur la molécule utilisée dans les projets de développement. Par ailleurs Elanco s'est engagée à nous rembourser les deux prochaines échéances de paiement (*milestone*) prévues dans ce contrat ;
- Elanco s'est engagée à compenser nos coûts induits par les projets de développement poursuivis à hauteur de 7 millions €. Cette compensation a fait l'objet d'un premier paiement de 4 millions € en avril 2021, le solde devant être réglé en avril 2022, sous réserve qu'à la date du paiement, nous ayons poursuivi le développement des trois projets ;
- enfin, Elanco nous a cédé l'ensemble des droits relatifs à deux produits (Clomicalm et Itrafungol) commercialisés dans le monde entier (principalement aux États-Unis et Canada), ainsi que les stocks de produits finis à la date de signature de l'accord, dont la valeur comptable chez Elanco était estimée à 1,3 million €. Ces produits ont généré chez Elanco un chiffre d'affaires d'environ 11 millions € en année pleine.

Sur la base de l'analyse réalisée conformément aux critères de la norme IFRS 3, nous avons conclu que la transaction signée avec Elanco ne répond pas à la qualification d'un regroupement d'entreprises.

En conséquence, pour le traitement comptable des actifs acquis, nous avons appliqué la norme comptable adaptée à chaque classe d'actif :

- les actifs nécessaires à la poursuite des développements ne répondent pas aux critères de comptabilisation d'une immobilisation incorporelle (IAS 38), les avantages économiques futurs attendus n'étant pour l'instant pas probables et les coûts ne pouvant pas être évalués de manière fiable ;
- le contrat de licence transféré à Virbac prévoit le paiement au détenteur des droits de deux premiers *milestones* dont le montant est fixe, et ensuite de paiements variables dont le montant ne peut être estimé de manière fiable. L'accord avec Elanco prévoyant qu'ils nous remboursent les deux premiers *milestones* lorsque nous les aurons payés, ceux-ci ne sont pas reconnus dans nos comptes. S'agissant des montants variables, ils seront reconnus en immobilisation incorporelle au fur et à mesure qu'ils deviendront exigibles, conformément à la méthode comptable retenue historiquement dans ce type de situation ;

- le coût d'entrée en comptabilité d'une immobilisation incorporelle acquise séparément comprend son coût d'achat, et tout coût directement attribuable à la préparation de l'actif en vue de son utilisation. En conséquence, les droits incorporels relatifs aux produits commercialisés (Clomicalm et Itrafungol), dont le coût d'acquisition est nul, ne sont pas comptabilisés dans nos comptes ;
- nous avons acquis pour un coût d'achat non matériel (frais de transport) les stocks de produits finis Clomicalm et Itrafungol à la date de signature des contrats. Ces derniers n'ont pas été valorisés dans les comptes au 31 décembre 2021, conformément à IAS 2 ;
- s'agissant de la compensation de 7 millions €, payable en deux acomptes, en l'absence de rétrocession possible et de contrepartie attendue de la part de Virbac autre que la poursuite du développement des projets, ces sommes sont considérées comme acquises de manière ferme à réception. Ainsi, les 4 millions € reçus en avril 2021 ont été intégralement comptabilisés sur la ligne "Autres produits et charges courants".

Magny-en-Vexin : la production transférée à l'entreprise Friulchem

Nous avons cédé en date du 1^{er} juillet 2021 le site industriel de Magny-en-Vexin à Friulchem, notre partenaire CMO (*Contract manufacturing organization*) depuis plus de vingt ans. Suite à la baisse de la demande ces dernières années, du fait des réglementations visant à limiter l'utilisation des antibiotiques en élevage industriel, et donc pour le type de produits fabriqués à Magny-en-Vexin, cette option vise à préserver l'emploi, la compétitivité du site et des produits. Cette cession s'inscrit dans une vision long terme avec un accord de façonnage sur dix ans qui pourra être étendu.

Le prix de cession des immobilisations s'élève à 2,5 millions €. Nous avons également cédé les stocks de matières premières à la valeur dans les comptes à la date de la transaction pour 2,3 millions €.

À noter que selon la politique de notre Groupe, seules les opérations dont l'impact en résultat est jugé matériel font l'objet d'un classement dans le résultat non courant, ce qui n'est pas le cas de cette transaction (perte de 0,5 million €) qui, en conséquence, a été comptabilisée dans le résultat opérationnel courant.

Virbac acquiert iVet LLC, une société spécialisée dans les aliments pour animaux de compagnie

Nous avons finalisé, le 1^{er} juillet 2021, l'acquisition d'iVet LLC, société fondée aux États-Unis en 2002 par des vétérinaires indépendants et un fabricant d'aliments spécialisés pour animaux de compagnie. Cette société commercialise actuellement plusieurs gammes d'aliments pour animaux de compagnie et exploite une plateforme de distribution et de logistique de premier ordre. De plus, iVet a développé au fil des ans des capacités avancées pour prendre des commandes en ligne pour le compte de cliniques vétérinaires et livrer des produits directement aux propriétaires d'animaux.

Cette acquisition nous permet donc de bénéficier d'une expertise dans la distribution, la logistique et le e-commerce en lien avec notre ambition de développer le segment du *petfood* sur le marché américain.

Dans le cadre de l'acquisition, nous avons recruté la vingtaine d'employés d'iVet.

Cette opération répond aux critères d'un regroupement d'entreprises définis par la norme IFRS 3 et a donc été comptabilisée en conséquence. L'évaluation à la juste valeur des actifs acquis et des dettes reprises est détaillée ci-dessous et conduit à la comptabilisation d'un *goodwill* de 2,7 millions US\$.

en kUS\$	Évaluation
Prix de vente des stocks	945
Coûts restant à engager pour mettre les stocks en vente	-212
Juste valeur des stocks acquis	733
Marques	1 231
Fichiers clients	1 875
Droits d'utilisation	429
Autres actifs corporels	202
Actifs financiers	20
Créances clients et autres débiteurs	392
<i>Goodwill</i>	2 748
Évaluation des actifs acquis	6 897
Obligations locatives	-429
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	-202
Total des passifs assumés	-631
Prix d'acquisition	7 000

Le prix d'achat est constitué d'un versement de 4,5 millions US\$ auxquels s'ajoutent trois compléments de prix (*earn out*), dont le montant cumulé ne peut dépasser 2,5 millions US\$. Ces compléments de prix, dont le paiement est jugé hautement probable, ont été comptabilisés dans les autres passifs financiers courants à hauteur de 1,5 million US\$ et non courants à hauteur de 1 million US\$.

Chili : Virbac acquiert les intérêts non contrôlés de Centrovét

Au cours du second semestre, nous avons acquis en deux étapes successives (en septembre à hauteur de 15% puis en novembre, à hauteur de 34%) les intérêts non contrôlés du sous-groupe HSA, pour un montant global de 61,4 millions US\$, intégralement payés en numéraire au moment de la clôture de l'opération. S'ajoute toutefois, sur la dernière tranche d'acquisition, une clause de *earn-out* dont le montant s'élève à 3,8 millions US\$ et dont le paiement a été jugé hautement probable.

Ces deux acquisitions successives portent ainsi notre participation à 100%.

Dans la mesure où l'activité de Centrovét est consolidée à 100% depuis la prise de participation majoritaire intervenue le 23 novembre 2012, ces transactions n'ont pas d'impact sur le contrôle exercé sur ces entités. Elles constituent des transactions entre actionnaires comptabilisées en capitaux propres conformément à IFRS 10.23, sans modification de la valeur des actifs et passifs déjà comptabilisés, y compris le *goodwill*.

Le résultat de la période du groupe HSA a été attribué aux intérêts minoritaires au prorata de leur durée de détention au cours de l'exercice 2021. Le solde des intérêts non contrôlés, dans l'état de la situation financière, a été reclassé dans les capitaux propres part du Groupe (voir l'état de variation des capitaux propres).

S'agissant du complément de prix, les conditions de réalisation s'échelonnent de 2024 à 2027. En conséquence, nous avons reconnu un passif financier non courant pour 100% du montant prévu au contrat.

Avec ce rachat, nous confortons notre position sur le segment stratégique de l'aquaculture (le Chili étant le deuxième producteur mondial de saumons). Grâce à ses infrastructures R&D et industrielles, Centrovét nous confère un véritable atout compétitif dans l'industrie de l'aquaculture au Chili. Avec son équipe très engagée, notre ambition est d'apporter davantage de produits et de solutions innovantes sur le marché local, et de rechercher des synergies supplémentaires du côté de la R&D et de la fabrication entre le segment des poissons d'eau froide et celui d'eau chaude.

Signature d'une nouvelle ligne de financement

Dans le cadre du suivi de l'échéance d'avril 2022 de notre crédit syndiqué de 420 millions €, notre équipe finance s'est mobilisée pour anticiper la mise en place d'une nouvelle ligne de financement. Signé en octobre 2021 avec la quasi-totalité de nos banques historiques, le nouveau contrat syndiqué nous offre une capacité de financement de 200 millions € avec un remboursement *in fine* dans cinq ans. La réduction de la facilité tient compte du plan de projection des *cash-flows* futurs opérationnels et du plan programmatique d'acquisitions.

Cependant, nous avons introduit dans ce nouveau contrat des clauses offrant, d'une part, la possibilité d'une échéance plus lointaine, avec une extension possible de deux ans, soit sept ans au total et d'autre part, la capacité d'accroître le financement de 150 millions € par une clause dite "d'accordéon" soit 350 millions € au total. Grâce à la pré négociation de ces clauses, nous assurons au Groupe des conditions financières maîtrisées et un accompagnement adapté en fonction de l'évolution de ses besoins de développement. Enfin, ce contrat comporte également des clauses nouvelles RSE, prenant en compte ainsi certains de nos objectifs RSE. En outre, l'atteinte des objectifs sur trois indicateurs déjà suivis au sein du Groupe aura un impact sur le coût du financement à la hausse comme à la baisse (soit un bonus ou malus de la marge du coût de financement).

Application de la décision de l'IFRS IC relative aux coûts d'implémentation et d'accès à des applications sur le cloud

L'IFRS IC a publié, en mars 2021, une norme d'interprétation visant à clarifier l'application d'IAS 38 pour les projets incluant une solution en mode *SaaS*.

Nous avons procédé à un inventaire des projets informatiques impliquant une solution en mode *SaaS* sur lesquels nous avons travaillé en 2021 et les années antérieures, sachant que la décision de commencer à inclure des logiciels en mode *SaaS* dans nos solutions informatiques remonte à 2019.

L'analyse des contrats et la revue des coûts externes (sous-traitance) et internes (frais de personnel) a permis de déterminer les dépenses portées à l'actif en 2019, 2020 et 2021 et en incompatibilité avec la décision de l'IFRIC.

L'application de cette norme est rétrospective. En conséquence, nous avons été amenés à retraiter l'intégralité de nos états de synthèse à l'ouverture pour prendre en compte, dans les capitaux propres d'ouverture, au 1^{er} janvier 2020, un impact de -534 k€ sur le résultat net de l'exercice 2019, et un impact de -1 426 k€ sur le résultat net de l'exercice 2020.

Au titre de 2021, l'impact de l'application de cette décision est une charge nette d'impôt qui s'élève à -838 k€ (voir dans la note "Principes et méthodes comptables", le paragraphe dédié dans les normes et interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2021).

Événements significatifs postérieurs à la clôture

Conflit entre l'Ukraine et la Russie

Notre Groupe est très faiblement exposé en direct à cette situation de crise, nos ventes vers la Russie et l'Ukraine représentant moins de 0,5% de notre chiffre d'affaires total et nous avons en outre une couverture par la police d'assurance crédit. À noter que nous n'avons pas, par ailleurs, de filiale dans ces deux pays mais fonctionnons avec

des distributeurs. Pour finir nous avons constitué une équipe interne pour suivre la situation de près et les conséquences éventuelles pour notre Groupe.

Principes et méthodes comptables

Conformité et base de préparation des comptes

Conformément au règlement n°1606/2002 du parlement européen et du conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, nous présentons nos états financiers consolidés selon le référentiel comptable international. Ce référentiel intègre les normes comptables internationales *IFRS* (*International financial reporting standards*), les *IAS* (*International accounting standards*) ainsi que les interprétations *SIC* (*Standards interpretations committee*) et *IFRIC* (*International financial reporting interpretations committee*) applicables de manière obligatoire au 31 décembre 2021.

Nos états financiers consolidés au 31 décembre 2021 sont établis conformément au référentiel publié par l'*IASB* (*International accounting standards board*) et au référentiel adopté par l'Union européenne au 31 décembre 2021. Le référentiel *IFRS* adopté par l'Union européenne au 31 décembre 2021 est disponible à la rubrique "Interprétations et normes *IAS/IFRS*", sur le site suivant :

http://ec.europa.eu/finance/company-reporting/standards-interpretations/index_fr.htm.

Les états financiers consolidés ont été établis selon les principes généraux des *IFRS* : image fidèle, continuité d'exploitation, méthode de la comptabilité d'engagement, permanence de la présentation, importance relative et regroupement.

Nouvelles normes et interprétations

Normes et interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2021

■ **IAS 39 - IFRS 7 - IFRS 9 - Réforme des taux de référence (Phase 2)**

Ces textes prévoient des mesures d'assouplissement sur les conséquences comptables des amendements apportés aux contrats suite à la réforme des taux de référence et des critères d'application de la comptabilité de couverture.

Nous avons effectué un inventaire des contrats de financement et de couverture de taux concernés par la réforme des indices de référence. Il en résulte qu'aucune opération de taux d'intérêt n'est impactée par la réforme compte tenu de la maturité des instruments. Sur les nouvelles opérations de couvertures de taux, les nouveaux indices seront pris en compte.

Les principaux financements identifiés sont les suivants et ont fait, soit l'objet d'un amendement de la documentation afin d'inclure les nouveaux indices dans le contrat avec notre partenaire bancaire (c'est le cas avec le CIC New York), soit feront l'objet d'une revue de l'indice lors du renouvellement de la facilité en 2022 (c'est le cas avec HSBC US), donc avant la fin de cotation des indices *Libor* US\$ un mois et trois mois fixée en juin 2023.

Type de contrat	Montant	Banque	Indice	Indice de remplacement	Tirage au 31 décembre 2021
Ligne de crédit non confirmée	30 millions US\$	Crédit industriel et commercial New York	<i>Libor</i> US\$	<i>SOFR</i> (<i>Secured overnight financing rate</i>)	—
Ligne de crédit non confirmée	7 millions US\$	HSBC USA	<i>Libor</i> US\$	<i>SOFR</i> (<i>Secured overnight financing rate</i>) lors du renouvellement en 2022	—

Nous n'anticipons aucun risque sur nos contrats de financements grâce à la substitution des indices voués à disparaître par les taux sans risque *RFR* (*Risk free rate*) recommandés par l'*ISDA* (*International swaps and derivatives association*).

■ **Amendement IFRS 4 - Contrats d'assurance**

Cet amendement étend au 1^{er} janvier 2023 l'exemption temporaire accordée aux assureurs d'appliquer la norme *IFRS 9*, afin que les normes *IFRS 9* et *IFRS 17* puissent être appliquées simultanément.

■ **Amendement IFRS 16 - Concessions de loyers**

Cet amendement prolonge les dispositions de l'amendement initial relatif aux concessions de loyers - Covid-19.

Ces nouveaux textes n'ont pas eu d'incidence sur nos comptes.

■ **Décision de l'IFRS IC relative à l'attribution des avantages postérieurs à l'emploi aux périodes de services (IAS 19)**

Ce nouveau texte redéfinit les modalités de calcul des engagements relatifs aux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi dont les droits :

- sont payables à la date de départ en retraite du salarié sous réserve qu'il soit présent dans l'entreprise à cette date, et ;
- dépendent de l'ancienneté du salarié à la date de départ à la retraite, et ;

- sont plafonnés après un certain nombre d'années d'ancienneté avant l'âge de départ à la retraite.

Les plans mis en place dans nos filiales ne répondant pas à ces trois critères (en particulier en ce qui concerne la condition de plafonnement des droits), ce nouveau texte n'a pas eu d'incidence sur nos comptes.

■ Changement de méthode relatif à la décision de l'IFRIC relative aux coûts d'implémentation et d'accès à des applications sur le cloud

L'IFRS IC a publié en mars 2021 une décision définitive apportant des précisions sur le traitement des coûts de configuration et de personnalisation d'un logiciel utilisé dans le cadre d'un contrat de type *SaaS* (*Software as a Service*) et conduisant à les constater en charges. L'application de cette décision a conduit à un changement de méthode comptable dont les effets ont été reflétés de manière rétrospective conformément à la norme IAS 8 "Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs".

En conséquence, les exercices publiés ont été ajustés avec prise en compte de l'impact à compter du 1^{er} janvier 2020 correspondant à la date d'ouverture du premier exercice présenté en comparatif.

L'ajustement à cette date constitue une charge de 0,5 million d'euros qui a été comptabilisée en capitaux propres. L'ensemble des impacts sur les agrégats des états financiers pour la période comparative (2020), affectés par ce changement de méthode comptable, sont présentés ci-après :

en k€	2020
Immobilisations incorporelles ¹	-2 356
Immobilisations corporelles	-303
Impôts différés actifs	700
Actif non courant	-1 960
Total de l'actif	-1 960
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère ²	-1 960
Passif	-1 960

¹l'impact au 31 décembre 2020 s'élève à -2 356 k€ sur les immobilisations incorporelles dont -2 660 k€ de valeurs brutes et 66 k€ d'amortissements, dont 1 978 k€ reflétés dans le tableau de flux de trésorerie sur la ligne "Acquisitions d'immobilisations incorporelles"

²dont un impact de -534 K€ sur le résultat net de l'exercice 2019, et un impact de -1 426 K€ sur le résultat net de l'exercice 2020 (dont -1 914 k€ sur le résultat opérationnel courant et +488 k€ sur la charge d'impôt)

Normes et interprétations applicables par anticipation au 1^{er} janvier 2021

À la date d'arrêté des présents comptes consolidés, les normes et interprétations listées ci-après étaient émises respectivement par l'IASB et l'IFRS IC et adoptées par l'Union européenne.

- Amendement IAS 37 - Contrats déficitaires - Coûts d'exécution du contrat
- Amendement IFRS 3 - Mise à jour du cadre conceptuel
- Améliorations annuelles des IFRS - Cycle 2018/2020
- Amendement IAS 16 - Immobilisations corporelles

À la date d'arrêté des présents comptes consolidés, les normes et interprétations listées ci-après étaient émises respectivement par l'IASB et l'IFRS IC mais non encore adoptées par l'Union européenne.

- Amendement IAS 1 - Information à fournir sur les principes et méthodes comptables
- Amendement IAS 8 - Définition d'une estimation comptable
- Amendement IAS 1 - Classement des dettes en courant/non courant

Nous avons choisi de ne pas appliquer ces normes et interprétations par anticipation mais avons commencé à analyser les conséquences de leur application. Nous appliquerons, le cas échéant, ces normes dans nos comptes dès leur adoption par l'Union européenne.

Règles de consolidation appliquées

Périmètre et méthodes de consolidation

Conformément à IFRS 10 "États financiers consolidés", nos états financiers consolidés incluent les comptes de toutes les entités que Virbac contrôle directement ou indirectement, quel que soit son niveau de participation dans

les capitaux propres de ces entités. Une entité est contrôlée par Virbac dès lors que les trois critères suivants sont cumulativement respectés :

- Virbac détient le pouvoir sur la filiale lorsqu'elle a des droits effectifs qui lui confèrent la capacité de diriger les activités pertinentes ;
- Virbac est exposée à, ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec cette entité ;
- Virbac a la capacité d'exercer son pouvoir sur cette entité de façon à influencer sur le montant des rendements qu'elle obtient.

La détermination du contrôle prend en compte l'existence de droits de vote potentiels s'ils sont substantifs, c'est-à-dire s'ils peuvent être exercés en temps utile lorsque les décisions sur les activités pertinentes de l'entité doivent être prises.

Les entités sur lesquelles Virbac exerce ce contrôle sont consolidées par intégration globale. Le cas échéant, les intérêts non contrôlés (intérêts minoritaires) sont évalués à la date d'acquisition à hauteur de la juste valeur des actifs et passifs nets identifiés.

Conformément à *IFRS 11* "Partenariats", nous classons les partenariats en coentreprise. Selon les partenariats, Virbac exerce :

- un contrôle conjoint sur un partenariat lorsque les décisions concernant les activités pertinentes du partenariat requièrent le consentement unanime de Virbac et des autres parties partageant le contrôle ;
- une influence notable sur une entreprise associée lorsqu'elle détient le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle, sans toutefois pouvoir contrôler ou exercer un contrôle conjoint sur ces politiques.

Les coentreprises et les entreprises associées, sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence conformément à la norme *IAS 28* "Participations dans des entreprises associées et coentreprises".

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2021 regroupent les états financiers des sociétés que Virbac contrôle directement ou indirectement, de droit ou de fait. La liste des sociétés consolidées est présentée en note A40.

Toutes les transactions réalisées entre les sociétés du Groupe ainsi que les profits internes sont éliminés dans les comptes consolidés.

Méthodes de conversion

■ Conversion des opérations en devises dans les comptes des sociétés consolidées

Les valeurs immobilisées et les stocks acquis en devises sont convertis en monnaie fonctionnelle aux cours de change en vigueur à la date d'acquisition. L'ensemble des actifs et passifs monétaires libellés en devises est converti aux cours de change en vigueur à la date de clôture. Les gains et pertes de change qui en résultent sont enregistrés au compte de résultat.

■ Conversion des comptes des sociétés étrangères

En application de la norme *IAS 21* "Effets des variations des cours des monnaies étrangères", chacune de nos entités comptabilise ses opérations dans sa monnaie fonctionnelle, monnaie la plus représentative de son environnement économique.

Nos états financiers consolidés sont présentés en euros. Les états financiers des sociétés étrangères dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis selon les principes suivants :

- les postes du bilan sont convertis au taux en vigueur à la clôture de la période. Les écarts de conversion résultant de l'application d'un taux de change différent sur les capitaux propres d'ouverture sont constatés dans les autres éléments du résultat global ;
- les comptes de résultat sont convertis au taux moyen de la période. Les écarts de conversion résultant d'un taux de change différent du taux de bilan sont constatés dans les autres éléments du résultat global.

Règles comptables appliquées

Goodwill

Les *goodwill* comptabilisés à l'actif de notre état de la situation financière correspondent à l'excédent, à la date d'acquisition, du coût d'acquisition sur la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris. Ils incluent également le montant des fonds de commerce acquis.

Conformément aux dispositions de la norme *IAS 36* "dépréciation d'actifs", la valeur des *goodwill* est testée au moins une fois par an, lors de la clôture annuelle, indépendamment de tout indice de perte de valeur, et systématiquement dès lors que des événements ou des circonstances nouvelles indiquent une perte de valeur.

Pour les besoins de ces tests, les valeurs d'actifs sont regroupées par UGT. Dans le cas des *goodwill*, les actifs associés portés par l'entité juridique constituent généralement le plus petit groupe identifiable d'actifs générant des flux de trésorerie. L'entité juridique est donc retenue comme UGT. Dans la mise en œuvre des tests de perte de valeur des *goodwill*, nous appliquons une approche par *DCF* (*Discounted cash-flows*). Cette approche consiste à déterminer la valeur d'utilité de l'UGT par actualisation des flux de trésorerie estimés futurs. Lorsque la valeur d'utilité de l'UGT se révèle inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée afin de ramener la valeur nette comptable des actifs de l'UGT à leur valeur recouvrable, définie comme la plus élevée de la juste valeur nette et de la valeur d'utilité. Le *goodwill* est en premier lieu déprécié, avant de déprécier les autres actifs au prorata de leur poids sur l'ensemble des actifs de l'UGT ou du groupe d'UGT.

Les flux de trésorerie futurs utilisés pour les tests de perte de valeur sont calculés sur la base d'estimations (*business plans*) projetées sur un horizon de cinq ans. Des horizons plus lointains peuvent toutefois être considérés

dans certaines situations, lorsqu'ils permettent de mieux rendre compte des projections. C'est notamment le cas lorsque des lancements importants de produits sont envisagés.

Tous les *business plans* sont validés par la direction générale des filiales ainsi que par la direction financière du Groupe. Le conseil d'administration valide formellement les *business plans* et les principales hypothèses du test de dépréciation des UGT les plus significatives.

Pour les projections de flux de trésorerie, les taux de croissance à l'infini retenus en fonction des produits et des anticipations de croissance de marché, ainsi que les taux d'actualisation basés sur la méthode du coût moyen pondéré du capital après impôt sont présentés en note A3. Le calcul des taux d'actualisation est régionalisé, avec le support d'un cabinet d'évaluation.

Les évaluations effectuées lors des tests de perte de valeur sont sensibles aux hypothèses retenues en matière de prix de vente et de coûts futurs, mais aussi en matière de taux d'actualisation et de croissance à l'infini. Des calculs de sensibilité permettant de mesurer notre exposition à des variations significatives de ces hypothèses sont réalisés.

Immobilisations incorporelles

La norme IAS 38 définit les six critères requis pour la comptabilisation d'un actif incorporel :

- faisabilité technique nécessaire à l'achèvement du projet de développement ;
- intention d'achever le projet ;
- capacité à utiliser cet actif incorporel ;
- démonstration de la probabilité d'avantages économiques futurs attachés à l'actif ;
- disponibilité de ressources techniques, financières et autres afin d'achever le projet, et
- évaluation fiable des dépenses de développement.

■ Frais de développement internes

Ils ne sont comptabilisés en immobilisations incorporelles que si les six critères d'IAS 38 sont satisfaits.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût d'acquisition historique incluant les frais d'acquisition, augmentés le cas échéant des coûts internes des personnels ayant contribué à la réalisation de l'immobilisation incorporelle.

■ Projets de recherche et développement acquis séparément

Les paiements effectués pour l'acquisition séparée de travaux de recherche et développement sont comptabilisés en tant qu'actifs incorporels dès lors qu'ils répondent à la définition d'une immobilisation incorporelle, c'est-à-dire dès lors qu'il s'agit d'une ressource contrôlée, dont nous attendons des avantages économiques futurs, et qui est identifiable, c'est-à-dire séparable ou résultant de droits contractuels ou légaux.

En application du paragraphe 25 de la norme IAS 38, le premier critère de comptabilisation, relatif à la probabilité des avantages économiques futurs générés par l'immobilisation incorporelle, est présumé atteint pour les travaux de recherche et développement lorsqu'ils sont acquis séparément. Dans ce cadre, les montants versés à des tiers sous forme de paiement initial ou de paiements d'étapes relatifs à des produits génériques n'ayant pas encore obtenu d'autorisation de mise sur le marché sont comptabilisés à l'actif.

Le montant des immobilisations incorporelles est diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité finie font l'objet d'un amortissement suivant le mode linéaire, dès lors que l'actif est prêt à être utilisé :

- concessions, brevets, licences et Autorisations de mise sur le marché (AMM) : amortissement sur la durée d'utilité ;
- logiciels standards (outils bureautiques...) : amortissement sur une durée de trois ou quatre ans ;
- ERP : amortissement sur une durée de cinq à dix ans.

Les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilité ne peut être définie font l'objet d'une revue annuelle afin de s'assurer que celle-ci n'est pas devenue finie.

Au cours de la durée de vie d'une immobilisation incorporelle, il peut apparaître que l'estimation de sa durée d'utilité est devenue inadéquate. Ainsi que le prévoit IAS 38, la durée d'amortissement et le mode d'amortissement de cette immobilisation sont réexaminés et si la durée d'utilité attendue de l'actif est différente des estimations antérieures, la durée d'amortissement est modifiée en conséquence.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36 "dépréciation d'actifs", la perte de valeur éventuelle des actifs incorporels est étudiée chaque année. Un test est effectué au cours du second semestre de chaque année pour les actifs à durée de vie indéfinie, indépendamment de tout indice de perte de valeur, et systématiquement dès lors que des événements ou des circonstances nouvelles indiquent une perte de valeur pour les actifs à durée de vie définie.

Pour les besoins de ces tests, nous tenons compte des ventes générées par l'UGT. Dans la mise en œuvre des tests de perte de valeur des immobilisations incorporelles, nous retenons une approche par les flux de trésorerie estimés futurs (estimation de la valeur d'utilité). Les flux de trésorerie futurs utilisés pour les tests de perte de valeur sont généralement calculés sur la base d'estimations (*business plans*) projetées sur un horizon de cinq ans. Tous les *business plans* sont validés par la direction générale des filiales ainsi que par la direction financière du Groupe. Le conseil d'administration valide formellement les *business plans* ainsi que les principales hypothèses du test de dépréciation des UGT les plus significatives.

Pour les projections de flux de trésorerie, les taux de croissance à l'infini retenus en fonction des produits et des anticipations de croissance de marché, ainsi que les taux d'actualisation basés sur la méthode du coût moyen pondéré du capital après impôt sont présentés en note A3.

Les évaluations effectuées lors des tests de perte de valeur sont sensibles aux hypothèses retenues en matière de prix de vente et de coûts futurs, mais aussi en matière de taux d'actualisation et de croissance à l'infini. Des calculs de sensibilité permettant de mesurer notre exposition à des variations significatives de ces hypothèses sont réalisés.

Immobilisations corporelles

Conformément à *IAS 16*, les immobilisations corporelles sont évaluées au coût d'acquisition historique, incluant les frais d'acquisition, ou au coût de fabrication initial, augmentés le cas échéant des coûts internes des personnels ayant contribué directement à la construction de l'immobilisation corporelle.

Conformément à *IAS 23* révisée, les coûts des emprunts sont incorporés dans le coût d'acquisition des actifs éligibles.

Le montant des immobilisations corporelles est diminué du cumul des amortissements et, s'il y a lieu, du cumul des pertes de valeur.

Le cas échéant, les actifs sont décomposés, chaque composant ayant une durée d'amortissement spécifique en ligne avec la durée d'amortissement des actifs de même nature.

Les immobilisations corporelles sont amorties suivant les durées d'utilité estimées ci-après :

- bâtiments :
 - structure : quarante ans ;
 - composants : de dix à vingt ans ;
- matériels et outillages industriels :
 - structure : vingt ans ;
 - composants : de cinq à dix ans ;
 - matériel informatique : trois ou quatre ans ;
- autres immobilisations corporelles : de cinq à dix ans.

Droits d'utilisation

Notre Groupe reconnaît les actifs relatifs aux contrats de location entrant dans le champ d'application de la norme *IFRS 16*. Nous avons choisi d'isoler les droits d'utilisation sur une ligne dédiée du bilan. Les droits d'utilisation sont généralement amortis sur la durée résiduelle des contrats ou sur une durée plus longue en cas de renouvellement probable.

Stocks et travaux en-cours

Les stocks et en-cours sont comptabilisés à la valeur la plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

Le coût des stocks inclut tous les coûts d'acquisition, coûts de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes non récupérables, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables à leur acquisition. Les remises et autres éléments similaires sont déduits de ce coût.

Les stocks de matières premières et approvisionnements sont évalués suivant la méthode du "coût moyen pondéré".

Le stock de produits de négoce est également évalué suivant la méthode du "coût moyen pondéré". Le coût d'acquisition des stocks de matières premières comprend tous les frais accessoires d'achat.

Les en-cours de production et les produits finis sont valorisés à leur coût réel de fabrication incluant les coûts directs et indirects de production.

Les produits finis sont valorisés dans chacune de nos filiales au prix facturé par la société du Groupe vendeuse, augmenté des frais d'approche ; la marge incluse dans ces stocks est annulée dans les comptes consolidés en tenant compte du coût complet moyen de production constaté chez la société du Groupe vendeuse.

Le stock de pièces détachées est valorisé sur la base du dernier prix d'achat.

Une perte de valeur est constatée pour ramener les stocks à leur valeur nette de réalisation, lorsque les produits deviennent périmés ou inutilisables ou encore selon les perspectives de vente de ces produits appréciées en fonction du marché.

Créances clients

Les créances clients sont classées en actif courant dans la mesure où elles font partie de notre cycle normal d'exploitation.

Les créances clients sont reconnues et comptabilisées pour le montant initial de la facture diminué éventuellement du montant de la dépréciation enregistrée dans le compte de résultat. Une estimation du montant des créances douteuses est effectuée lorsqu'il n'est plus probable que la totalité de la créance pourra être recouvrée. Les créances irrécouvrables sont constatées en pertes lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

Conformément à la norme *IFRS 9*, elles font l'objet d'une dépréciation, correspondant aux pertes attendues estimées, déterminées par application d'une matrice de dépréciation (en application du modèle de dépréciation simplifié prévu par la norme *IFRS 9*). Cette approche consiste à appliquer, par tranche de la balance âgée, un taux de dépréciation fonction de l'historique de pertes de crédit ajusté, le cas échéant, pour prendre en compte des éléments de nature prospective.

Les créances cédées dans le cadre d'un contrat d'affacturage sans recours font l'objet d'une analyse en substance du contrat d'affacturage en fonction des critères définis par *IFRS 9*. Ces créances sont déconsolidées le cas échéant.

Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers enregistrés dans nos comptes comprennent principalement les prêts, les autres créances immobilisées, les comptes de trésorerie non disponible, ainsi que les instruments dérivés actifs. Les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti, les instruments dérivés sont valorisés à la juste valeur (voir note A6).

Autres actifs financiers à la juste valeur

Tous nos actifs financiers évalués à la juste valeur le sont par référence à des données observables. Les seuls actifs financiers entrant dans cette catégorie sont des instruments de couverture et des valeurs mobilières de placement (voir note A32).

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Ce poste se compose de soldes bancaires, de placements et équivalents de trésorerie offrant une grande liquidité, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui peuvent donc être utilisés pour faire face aux engagements de trésorerie à court terme.

La majorité de ces placements sont des OPCVM gérés par un contrat de liquidité, et des contrats à terme rémunérés dont les maturités sont généralement inférieures à trois mois, ou qui peuvent être d'une durée supérieure, tout en n'excédant pas douze mois, mais dont les soldes restent disponibles sur demande et sans pénalité significative. Ils sont souscrits auprès de contreparties de premier rang.

Les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions (comptes bloqués) sont exclus de la trésorerie et reclassés dans les autres actifs financiers.

Actions d'autocontrôle

Les actions de la société mère qui sont détenues par elle-même ou par une de ses filiales consolidées (qu'elles soient classées en immobilisation financière ou en valeur mobilière de placement dans les comptes sociaux) sont comptabilisées en réduction des capitaux propres, pour leur coût d'acquisition. Le résultat de cession de ces titres est imputé (net d'impôt) directement en capitaux propres et ne contribue pas au résultat de l'exercice.

Réserves de conversion

Ce poste représente d'une part l'écart de conversion des situations nettes d'ouverture des sociétés étrangères, qui provient des différences entre le taux de conversion à la date d'entrée dans le périmètre de consolidation et le taux de clôture de la période, et d'autre part l'écart de conversion constaté sur le résultat de la période, provenant des différences entre le taux de conversion du compte de résultat (taux moyen) et le taux de clôture de la période.

Réserves

Ce poste représente la part attribuable aux propriétaires de la société mère dans les réserves accumulées par les sociétés consolidées, depuis leur entrée dans le périmètre de consolidation.

Intérêts non contrôlés

Ce poste représente la part des actionnaires extérieurs au Groupe dans les capitaux propres et dans les résultats des sociétés consolidées.

Instruments dérivés et comptabilité de couverture

Nous détenons des instruments financiers dérivés uniquement dans le but de réduire notre exposition aux risques de taux et de change sur ces éléments de bilan et nos engagements fermes ou hautement probables.

Nous appliquons de façon quasi-systématique une comptabilité de couverture visant à compenser l'impact de l'élément couvert et de l'instrument de couverture dans le compte de résultat, lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- l'impact sur le compte de résultat est significatif ;
- les liens de couverture et l'efficacité de la couverture peuvent être valablement démontrés.

Nous couvrons la plupart de nos positions de change significatives et certaines (créances, dettes, dividendes, prêts intra-groupe), ainsi que nos ventes et achats futurs (voir note A33).

Dettes fournisseurs

Les dettes fournisseurs et autres dettes entrent dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût amorti, telle que définie par la norme IFRS 9 "Instruments financiers". Ces passifs financiers sont comptabilisés initialement à leur valeur nominale.

Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers représentent principalement les emprunts bancaires et les dettes financières. Les emprunts et les instruments de dette sont évalués initialement à la juste valeur de la contrepartie reçue, diminuée des coûts de transaction directement attribuables à l'opération. Par la suite, ils sont évalués à leur coût amorti.

Obligations locatives

Notre reconnaissance dans nos comptes une dette relative aux contrats de location entrant dans le champ d'application de la norme IFRS 16. Nous avons choisi d'isoler les obligations locatives, pour leur part courante et non-courante sur des lignes dédiées au bilan. Ces dettes sont actualisées sur la base de taux déterminés, grâce au support d'un actuaire, en fonction du risque pays, de la catégorie de l'actif sous-jacent et de la durée des contrats.

Régimes de retraite, indemnités de fin de carrière et autres avantages postérieurs à l'emploi

■ Régimes de retraite à cotisations définies

Les avantages liés à des régimes de retraite à cotisations définies sont inscrits en charges lorsqu'ils sont encourus.

■ Régimes de retraite à prestations définies

Nos engagements résultant de régimes de retraite à prestations définies sont déterminés en utilisant la méthode actuarielle des unités de crédit projetées. L'évaluation de ces engagements a lieu à chaque date de clôture. Le modèle de calcul des engagements est basé sur un certain nombre d'hypothèses actuarielles. Le taux d'actualisation retenu est déterminé par référence au taux de rendement des obligations privées de première qualité (entreprises notées "AA"). Nos engagements font l'objet d'une provision pour leur montant net de la juste valeur des actifs de couverture. Conformément à la norme *IAS 19* révisée, les écarts actuariels sont constatés dans les autres éléments du résultat global.

Autres provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle résultant d'un fait générateur passé qui entraînera probablement une sortie d'avantages économiques pouvant être raisonnablement estimée. Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture et est actualisé lorsque l'effet est significatif.

Impôts

Nos filiales comptabilisent leur impôt en fonction des règles applicables localement. La société mère et ses filiales françaises font partie d'un groupe intégré fiscalement. La convention d'intégration fiscale prévoit que chaque société intégrée comptabilise son impôt comme si elle était imposée séparément. Le produit ou la charge d'intégration fiscale est constaté dans les comptes de la société mère.

Notre Groupe comptabilise un impôt différé dès qu'il existe une différence temporaire entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif. Les actifs et passifs d'impôt ne sont pas actualisés.

Conformément à la norme *IAS 12* qui autorise sous certaines conditions la compensation des dettes et créances d'impôt, les impôts différés actifs et passifs ont été compensés par entité fiscale. Dans les situations faisant ressortir un actif net d'impôt différé sur déficits reportables, celui-ci n'est reconnu conformément à *IAS 12* que s'il y a des indications fortes que ceux-ci pourront être imputés sur les bénéfices imposables futurs.

Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

IFRS 5 impose qu'une activité soit considérée comme abandonnée quand les critères de classification d'actif détenu en vue de la vente ont été remplis ou quand le Groupe a cessé l'activité. Un actif est détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue. Au 31 décembre 2021, aucun actif détenu n'a été classé comme actif destiné à être cédé.

Revenu des activités ordinaires

Conformément à *IFRS 15*, la reconnaissance du revenu tient compte des notions d'obligations de performance et de transfert de contrôle. Pour la comptabilisation des ventes de produits, le transfert des risques et avantages est un indicateur du transfert du contrôle, même s'il ne s'agit pas toujours du critère déterminant.

Notre revenu des activités ordinaires résulte de la vente de produits destinés à la santé et à l'alimentation animale. Le chiffre d'affaires correspond à la juste valeur hors taxes des biens et des services vendus par les sociétés intégrées, dans le cadre normal de leur activité, après élimination des ventes intra-groupe.

Les retours, escomptes et rabais sont enregistrés sur la période de comptabilisation des ventes sous-jacentes et sont présentés en déduction du chiffre d'affaires. Ces montants sont calculés de la manière suivante :

- les provisions pour rabais liés à l'atteinte d'objectifs sont estimées et constatées au fur et à mesure des ventes correspondantes ;
- les provisions pour retours de produits sont calculées sur la base de la meilleure estimation du montant des produits qui seront finalement retournés par les clients. L'estimation de la provision pour retours est basée sur l'expérience passée en matière de retours. De plus, nous prenons en compte des facteurs tels que, entre autres, les niveaux de stocks dans les différents canaux de distribution, la date d'expiration des produits, les informations sur l'arrêt éventuel des produits. Dans chaque cas, les provisions font l'objet d'une revue permanente et de mises à jour en fonction de l'information la plus récente dont dispose la direction.

Les autres revenus reconnus dans nos comptes correspondent principalement à des redevances de licences. Chaque contrat fait l'objet d'une analyse particulière afin d'identifier les obligations de performance et de déterminer l'état de réalisation de chacune d'entre elles à la date de clôture de nos comptes consolidés, et le chiffre d'affaires est comptabilisé en conséquence.

Charges de personnel

Elles incluent notamment le coût des régimes de retraite. Conformément à la norme *IAS 19* révisée, les écarts actuariels sont enregistrés dans les autres éléments du résultat global.

Elles incluent également l'intéressement et la participation des salariés.

Impôts et taxes

Nous avons opté pour une comptabilisation de la CVAE (Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) dans le poste "Impôts et taxes" du résultat opérationnel.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel correspond au produit des activités ordinaires, diminué des frais opérationnels.

Les frais opérationnels incluent :

- les achats consommés et les charges externes ;
- les charges de personnel ;
- les impôts et taxes ;
- les amortissements et les dépréciations ;
- les autres produits et charges opérationnels.

Les éléments opérationnels incluent aussi les crédits d'impôt qualifiables de subvention publique et répondant aux critères de la norme IAS 20 (concerne principalement le Crédit d'impôt recherche).

■ Résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs issus d'acquisitions

Afin de présenter une meilleure vision de notre performance économique, nous utilisons le résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs issus d'acquisitions comme principal indicateur de performance. Pour cela, nous isolons l'impact des dotations aux amortissements des actifs incorporels issus des opérations d'acquisition. Celui-ci s'avère en effet matériel compte tenu des dernières opérations de croissance externe réalisées.

■ Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant correspond au résultat opérationnel, hors impact des autres produits et charges non courants.

■ Autres produits et charges non courants

Les autres produits et charges non courants sont des produits et charges non récurrents, ou qui résultent de décisions ou opérations ponctuelles d'un montant inhabituel. Ils sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat pour faciliter la lecture et la compréhension de la performance opérationnelle courante.

Ils comprennent principalement les éléments suivants qui font l'objet, s'il y a lieu, d'une description en note annexe (note A26) :

- les charges de restructuration liées à des plans d'une certaine envergure ;
- les charges d'*impairment* ou mises au rebut d'actifs d'une certaine ampleur au vu de critères quantitatifs ;
- l'effet de la revalorisation à la juste valeur, des stocks acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises ;
- les résultats de cessions d'actifs d'une valeur significative ;
- l'éventuelle réévaluation de la participation antérieurement détenue, en cas de changement de contrôle ;
- les charges ou produits induits par une transaction de cession ou d'acquisition d'actifs, dès lors qu'ils s'avèrent matériels d'un point de vue quantitatif (sauf traitement comptable explicitement prévu par une norme).

Résultat net courant

Le résultat net courant correspond au résultat net retraité des éléments suivants :

- la ligne "Autres produits et charge non courants" ;
- l'impôt non courant, qui comprend l'impact fiscal des "Autres produits et charges non courants", ainsi que les produits et charges fiscaux non récurrents.

Produits et charges financiers

Les charges financières incluent essentiellement les intérêts payés relatifs au financement de notre Groupe, les intérêts relatifs aux obligations locatives, les variations négatives de juste valeur des instruments financiers constatées au résultat, ainsi que les pertes de change réalisées ou latentes.

Les produits financiers incluent les intérêts perçus, les variations positives de juste valeur des instruments financiers constatées au résultat, les gains de change réalisés ou latents, ainsi que les résultats de cessions d'actifs financiers.

Résultat par action

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère par le nombre total d'actions émises et en circulation à la clôture de la période (c'est-à-dire, net des actions d'autocontrôle). Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère par le nombre total d'actions en circulation auquel on ajoute, en cas d'émission d'instruments dilutifs, le nombre maximal d'actions susceptibles d'être émises (lors de la conversion en actions ordinaires des instruments donnant droit à un accès différé au capital de Virbac).

Principales sources d'incertitudes relatives aux estimations

L'établissement de nos états financiers consolidés préparés conformément aux normes comptables internationales implique que nous procédions à un certain nombre d'estimations et retenions certaines hypothèses jugées réalistes et raisonnables.

Certains faits et circonstances pourraient conduire à des changements de ces estimations et hypothèses, ce qui affecterait la valeur des actifs, passifs, capitaux propres et résultat du Groupe.

Prix d'acquisition

Certains contrats d'acquisition relatifs à des regroupements d'entreprises ou à l'achat d'actifs incorporels immobilisés incluent une clause susceptible de faire varier le prix d'acquisition, en fonction d'objectifs liés à des résultats financiers, à l'obtention d'AMM, ou aux résultats de tests d'efficacité.

Dans ce cas, nous devons estimer, à la clôture, le prix d'acquisition en fonction des hypothèses les plus réalistes d'atteinte des objectifs.

Goodwill et autres immobilisations incorporelles

Nous possédons à notre actif des immobilisations incorporelles achetées ou acquises par le biais d'opérations de regroupements d'entreprises, ainsi que les *goodwill* en résultant. Comme indiqué dans le chapitre "Règles comptables appliquées", nous procédons au minimum à un test annuel de perte de valeur des *goodwill*, des immobilisations incorporelles en cours et des immobilisations à durée de vie indéfinie fondé sur une évaluation des flux de trésorerie futurs incrémentés d'une valeur terminale. Les évaluations effectuées lors des tests de perte de valeur sont sensibles aux hypothèses retenues en matière de prix de vente et de coûts futurs, mais aussi en matière de taux d'actualisation et de croissance à l'infini. Des calculs de sensibilité permettant de mesurer notre exposition à des variations significatives de ces hypothèses sont réalisés.

Nous pouvons être amenés dans le futur à déprécier ces *goodwill* et autres immobilisations incorporelles en cas de dégradation des perspectives de rendement de ces actifs, en fonction du résultat des tests de perte de valeur d'un de ces actifs.

Au 31 décembre 2021, le montant net des *goodwill* est de 140 527 k€ et le montant net des immobilisations incorporelles s'élève à 148 751 k€.

Impôts différés

Les impôts différés actifs comptabilisés résultent des différences temporelles déductibles entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs. Les actifs d'impôts différés, et notamment ceux relatifs au report en avant des pertes fiscales, ne sont reconnus que s'il est probable au sens de la norme *IAS 12* que nous disposerons des bénéfices imposables futurs suffisants dans un horizon de temps raisonnable, ce qui repose sur une part de jugement importante.

À chaque clôture, nous devons analyser l'origine des pertes pour chacune des entités fiscales concernées et réévaluer le montant des actifs d'impôts différés en fonction de la probabilité de réalisation de bénéfices imposables futurs suffisants au sens d'*IAS 12*.

Provisions pour retraites et autres avantages postérieurs à l'emploi

Comme indiqué en note A15, le Groupe a mis en place des régimes de retraites ainsi que d'autres avantages postérieurs à l'emploi.

L'engagement correspondant est fondé sur des calculs actuariels reposant sur des hypothèses telles que le salaire de référence des bénéficiaires du régime et la probabilité que les personnes concernées seront en capacité de bénéficier du régime, ainsi que sur le taux d'actualisation. Ces hypothèses sont mises à jour à chaque clôture. Les écarts actuariels sont constatés en autres éléments du résultat global.

Au 31 décembre 2021, le montant net des engagements relatifs aux avantages du personnel est de 21 062 k€.

Autres provisions

Les autres provisions concernent essentiellement des risques et litiges de nature commerciale et sociale divers.

Aucune provision n'est constituée lorsque nous considérons que le passif est éventuel (au sens d'*IAS 37*).

Au 31 décembre 2021, le montant des autres provisions est de 7 968 k€.

Traitements fiscaux incertains

IFRIC 23 requiert l'évaluation et la reconnaissance de dettes ou de créances d'impôt au bilan sur la base de positions fiscales incertaines. La norme introduit un risque de détection de 100% et les modalités suivantes : montant le plus probable ou espérance mathématique correspondant à la moyenne pondérée des différentes hypothèses.

Notre analyse a conduit à constater une dette fiscale de 0,6 million € dans nos comptes au 31 décembre 2021 en complément des risques fiscaux que nous avons antérieurement provisionnés en application d'*IAS 37* et *IAS 12*, et réévalués au 31 décembre 2021.

A1. Goodwill**Évolution des goodwill par UGT**

en k€	Valeur brute au 31/12/2020	Perte de valeur au 31/12/2020	Valeur comptable au 31/12/2020	Augmentations	Cessions	Perte de valeur	Écarts de conversion	Valeur comptable au 31/12/2021
États-Unis	54 297	-3 650	50 647	2 320	—	—	4 197	57 164
Chili	27 119	—	27 119	—	—	—	-2 799	24 320
Nouvelle- Zélande	14 959	-154	14 805	—	—	—	361	15 166
Inde	12 805	—	12 805	—	—	—	769	13 575
SBC	7 068	—	7 068	—	—	—	614	7 682
Danemark	4 643	—	4 643	—	—	—	—	4 643
Uruguay	3 877	—	3 877	—	—	—	324	4 201
Peptech	3 427	—	3 427	—	—	—	92	3 519
Australie	3 274	-312	2 962	—	—	—	—	2 962
Italie	1 585	—	1 585	—	—	—	—	1 585
Colombie	1 581	—	1 581	—	—	—	-114	1 467
Grèce	1 358	—	1 358	—	—	—	—	1 358
Vaccin leishmaniose	5 421	-5 421	—	—	—	—	—	—
Autres UGT	4 606	-1 722	2 884	—	—	—	1	2 884
Goodwill	146 021	-11 259	134 762	2 320	—	—	3 445	140 527

La variation de ce poste s'explique principalement par l'acquisition d'iVet par les États-Unis sur le deuxième semestre 2021, les autres variations n'étant liées qu'aux impacts de change.

A2. Immobilisations incorporelles

Variation des immobilisations incorporelles

en k€	Concessions, brevets, licences et marques		Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	Immobilisations incorporelles
	Durée indéfinie	Durée finie			
Valeur brute retraitée au 31/12/2020¹	110 325	107 306	66 832	12 170	296 633
Acquisitions/Augmentations	85	21	1 321	11 783	13 210
Cessions/Sorties	-20	-3 000	-302	-1 016	-4 338
Mouvements de périmètre	1 039	1 583	—	—	2 622
Transferts	-42	1 725	2 050	-3 777	-44
Écarts de conversion	-1 986	-1 210	445	528	-2 223
Valeur brute au 31/12/2021	109 401	106 425	70 346	19 687	305 859
Dépréciations retraitées au 31/12/2020¹	-15 976	-78 715	-55 934	-733	-151 359
Dotations aux amortissements	—	-5 513	-4 080	—	-9 593
Dépréciations nettes	—	1 434	—	—	1 434
Cessions/Sorties	—	1 737	289	—	2 025
Mouvements de périmètre	—	—	—	—	—
Transferts	—	—	-1	—	-1
Écarts de conversion	—	716	-333	1	384
Dépréciations au 31/12/2021	-15 976	-80 341	-60 059	-733	-157 108
Valeur nette retraitée au 31/12/2020¹	94 349	28 591	10 898	11 437	145 275
Valeur nette au 31/12/2021	93 425	26 084	10 287	18 955	148 751

¹retraitement suite à l'application de la décision de l'*IFRS IC* qui a précisé la méthode de comptabilisation des coûts de configuration et de personnalisation d'un logiciel mis à disposition dans le *cloud* par le fournisseur dans le cadre d'un contrat *SaaS* (voir note relative aux méthodes et principes comptables)

Les autres immobilisations incorporelles correspondent essentiellement à des projets informatiques, dans plusieurs filiales du Groupe. Elles sont toutes à durée de vie définie. L'augmentation des postes "Autres immobilisations incorporelles" et "Immobilisations incorporelles en cours" à hauteur de 6,9 millions € est principalement liée aux investissements dans des projets informatiques réalisés par Virbac (société-mère) et aux États-Unis ainsi qu'à la hausse d'investissement R&D relatifs à des nouveaux contrats de *licensing*. La ligne "Transferts" matérialise la mise en service de ces projets.

Concessions, brevets, licences et marques

Le poste "Concessions, brevets, licences et marques" inclut :

- des droits relatifs aux brevets, savoir-faire et AMM nécessaires aux activités de production et de commercialisation du Groupe ;
- des marques ;
- des droits de distribution, des fichiers clients et autres droits sur des actifs incorporels.

Il se compose principalement des actifs incorporels issus d'acquisitions et traités conformément à la norme *IAS 38*, ainsi que des actifs acquis dans le cadre d'opérations de croissance externe au sens d'*IFRS 3*.

Au 31 décembre 2021

en k€	Date d'acquisition	Marques	Brevets et savoir-faire	AMM et droits d'enregistrement	Fichiers clients et autres	Total
États-Unis : iVet	2021	1 087	—	—	1 573	2 660
SBC	2015	—	3 737	2 217	—	5 955
Uruguay : Santa Elena	2013	3 461	9 026	242	—	12 729
Australie : Axon	2013	922	849	—	—	1 771
Australie : Fort Dodge	2010	1 549	460	—	—	2 009
Nouvelle-Zélande	2012	3 318	650	362	1 576	5 905
Centrovét	2012	16 534	26 571	6	4 011	47 122
Multimin	2011-2012	3 235	3 345	—	—	6 580
Peptech	2011	992	—	—	—	992
Colombie : Synthesis	2011	1 338	—	339	—	1 677
Schering-Plough Europe	2008	4 879	—	1 430	—	6 308
Inde : GSK	2006	10 695	—	—	—	10 695
Autres		6 479	1 909	5 181	1 535	15 104
Total		54 489	46 548	9 778	8 695	119 509

Au 31 décembre 2020

en k€	Date d'acquisition	Marques	Brevets et savoir-faire	AMM et droits d'enregistrement	Fichiers clients et autres	Total
États-Unis : Sentinel®	2015	—	—	—	—	—
SBC	2015	—	3 511	2 023	—	5 533
Uruguay : Santa Elena	2013	3 195	8 463	—	—	11 657
Australie : Axon	2013	906	959	—	—	1 865
Australie : Fort Dodge	2010	1 522	452	—	—	1 974
Nouvelle-Zélande	2012	3 121	694	—	1 890	5 706
Centrovét	2012	18 437	30 400	—	5 590	54 426
Multimin	2011-2012	3 191	3 798	—	—	6 990
Peptech	2011	974	—	—	—	974
Colombie : Synthesis	2011	1 479	—	466	—	1 946
Schering-Plough Europe	2008	4 879	—	2 383	—	7 262
Inde : GSK	2006	10 047	—	—	—	10 047
Autres		6 119	2 169	4 683	1 590	14 560
Total		53 870	50 446	9 555	9 070	122 940

La classification des immobilisations incorporelles, selon la durée estimée de vie, résulte de l'analyse de tous les facteurs économiques et juridiques pertinents permettant de conclure qu'il y a ou qu'il n'y a pas de limite prévisible à la période au cours de laquelle on s'attend à ce que l'actif génère, pour l'entité, des entrées nettes de trésorerie. Les produits innovants ou différenciés en général, et les vaccins et autres actifs issus des biotechnologies en particulier, sont généralement classés en actifs incorporels à durée de vie indéfinie, après une analyse détaillée et avis des experts sur leur potentiel. Cette approche est fondée sur l'expérience passée de Virbac.

Au 31 décembre 2021

en k€	Actifs incorporels à durée de vie indéfinie	Actifs incorporels à durée de vie finie	Total
Marques	54 489	—	54 489
Brevets et savoir-faire	36 353	10 195	46 548
AMM et droits d'enregistrement	2 441	7 337	9 778
Fichiers clients et autres	143	8 552	8 695
Total	93 425	26 084	119 509

Au 31 décembre 2020

en k€	Actifs incorporels à durée de vie indéfinie	Actifs incorporels à durée de vie finie	Total
Marques	53 870	—	53 870
Brevets et savoir-faire	38 145	12 300	50 446
AMM et droits d'enregistrement	2 241	7 314	9 555
Fichiers clients et autres	93	8 977	9 070
Total	94 348	28 593	122 940

Aucune marque n'est classée en immobilisation incorporelle à durée de vie finie. En conséquence, aucune marque n'est amortie.

A3. Dépréciation des actifs

À la clôture de l'exercice 2021, nous avons procédé à des tests de dépréciation de nos actifs. Ces derniers consistent à comparer leur valeur nette comptable y compris les écarts d'acquisition à la valeur recouvrable de chaque Unité génératrice de trésorerie (UGT).

Les actifs acquis en cours d'exercice sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition.

Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs.

La valeur nette comptable des UGT intègre les écarts d'acquisition, les immobilisations corporelles et incorporelles ainsi que les autres actifs et passifs pouvant être rattachés directement aux UGT et concourant directement à la génération des flux futurs de trésorerie.

La valeur recouvrable des UGT a été déterminée en utilisant la valeur d'utilité. Cette dernière est fondée sur l'actualisation des flux futurs de trésorerie estimés, méthode dite des *Discounted cash-flows (DCF)*.

Les flux futurs de trésorerie sont des flux nets d'impôt et sont évalués en utilisant des prévisions de flux de trésorerie cohérents avec le budget et les prévisions moyen terme les plus récentes (*business plans*).

Tous les *business plans* sont validés par la direction générale de nos filiales ainsi que par la direction financière du Groupe. Le conseil d'administration valide formellement les *business plans* et les principales hypothèses des tests de dépréciation des UGT les plus significatives.

Au-delà de l'horizon fini de prévision des flux futurs de trésorerie fixé à cinq ans pour l'ensemble des UGT, un taux de croissance à l'infini est appliqué à la valeur terminale.

Nous avons considéré un taux de croissance à l'infini nul pour les AMM et les brevets. Le taux de croissance à l'infini a été établi à 2% pour les sociétés situées dans des marchés matures comme l'Europe, l'Amérique du Nord, le Japon et l'Australie, à 3% pour le Chili et à 5% pour les marchés émergents comme l'Inde.

Les taux d'actualisation retenus pour ces calculs sont basés sur le coût moyen pondéré du capital du Groupe. Ces taux d'actualisation sont des taux après impôt (appliqués à des flux de trésorerie après impôt).

Depuis 2019, le calcul des taux d'actualisation est réalisé avec le support d'un cabinet d'évaluation.

Pour l'exercice 2021, les taux d'actualisation utilisés sont les suivants :

- 8,3% sur les États-Unis ;
- 8,1% sur l'Europe ;
- 9,7% sur le Chili et 9,2% sur le reste de l'Amérique latine ;
- 9,5% sur l'Inde et 8,1% sur le reste de l'Asie ;
- 7,7% sur l'Océanie et l'Afrique du Sud.

Tests de sensibilité

Nous avons procédé à des tests de sensibilité aux hypothèses clés de la valeur d'utilité pour l'ensemble des UGT testées. Les variations d'hypothèses sont les suivantes :

- augmentation du taux d'actualisation de +2,0 points ;
- diminution du taux de croissance à l'infini de -2,0 points.

Ces deux variations d'hypothèses clés n'entraîneraient aucune dépréciation des actifs testés.

Les trois UGT les plus sensibles à ces analyses de sensibilité sont le Chili, SBC et les États-Unis.

Par ailleurs, pour les cinq UGT les plus significatives, à savoir les États-Unis, le Chili, l'Inde, la Nouvelle-Zélande et l'Australie (représentant 68% de la valeur brute des immobilisations incorporelles et *goodwill* au 31 décembre 2021), nous avons procédé à des tests de sensibilité portant sur une variation du ratio *Ebit* après impôt sur chiffre d'affaires et qui consistent à faire varier ce ratio de plus ou moins 2 points et de plus ou moins 4 points par rapport au scénario de base, couplé aux variations de taux d'actualisation et de taux de croissance à l'infini mentionnées plus haut. Dans l'hypothèse d'une baisse de 4,0 points de ce ratio et d'un taux d'actualisation supérieur *a minima* de 1,0 point, il conviendrait de déprécier l'UGT États-Unis à hauteur de 3,4 millions €.

Nous procédons également à des analyses de sensibilité complémentaires correspondant au calcul du point mort pour l'ensemble des UGT testées. Le point mort correspond au taux d'actualisation, combiné à un taux de croissance perpétuel nul, à partir duquel Virbac serait amené à constater une dépréciation.

Pour les principales UGT, les résultats du calcul du point mort sont présentés ci-après.

en k€	Valeur nette comptable de l'UGT au 31/12/2021	Taux d'actualisation, combiné à un taux de croissance perpétuel nul, à partir duquel une dépréciation serait constatée
États-Unis	131 499	13,1%
Chili	105 969	13,2%
Inde	44 195	75,1%
Australie	36 057	36,5%
Nouvelle-Zélande	29 271	24,7%
Uruguay	31 200	29,7%
SBC	27 924	9,0%
Antigenics	14 358	98,2%
Multimin	9 451	107,3%
Schering-Plough Europe	7 496	38,3%
Peptech	9 084	289,6%
Danemark	8 404	82,6%

A4. Immobilisations corporelles

Les principaux actifs constituant les immobilisations corporelles du Groupe sont :

- les terrains ;
- les constructions, qui comprennent :
 - les bâtiments ;
 - l'aménagement des bâtiments ;
- les installations techniques, les matériels et outillages industriels ;
- les autres immobilisations corporelles, qui incluent notamment :
 - le matériel informatique ;
 - le mobilier de bureau ;
 - les véhicules.

	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours	Immobilisations corporelles
en k€						
Valeur brute retraitée au 31/12/2020¹	17 755	188 103	209 177	27 631	18 529	461 195
Acquisitions/Augmentations	—	8 582	9 713	2 318	15 307	35 920
Cessions/Sorties	-201	-9 645	-8 434	-934	-433	-19 647
Mouvements de périmètre	—	—	29	92	49	171
Transferts	—	1 788	4 240	337	-6 032	334
Écarts de conversion	338	1 371	4 407	408	865	7 390
Valeur brute au 31/12/2021	17 892	190 201	219 133	29 851	28 285	485 362
Dépréciations retraitées au 31/12/2020¹	—	-103 239	-131 961	-20 482	—	-255 682
Dotations aux amortissements	—	-8 640	-12 593	-2 420	—	-23 654
Dépréciations nettes	—	—	224	—	—	224
Cessions/Sorties	—	7 756	7 410	878	—	16 043
Mouvements de périmètre	—	—	—	—	—	—
Transferts	—	—	—	—	—	—
Écarts de conversion	—	-455	-1 959	-275	—	-2 689
Dépréciations au 31/12/2021	—	-104 578	-138 880	-22 300	—	-265 758
Valeur nette retraitée au 31/12/2020¹	17 755	84 864	77 216	7 149	18 529	205 512
Valeur nette au 31/12/2021	17 892	85 623	80 253	7 551	28 285	219 604

¹retraitement suite à l'application de la décision de l'*IFRS IC* qui a précisé la méthode de comptabilisation des coûts de configuration et de personnalisation d'un logiciel mis à disposition dans le *cloud* par le fournisseur dans le cadre d'un contrat *SaaS* (voir note relative aux méthodes et principes comptables)

Nous avons augmenté nos immobilisations corporelles à hauteur de 35,9 millions € pour renforcer notre infrastructure informatique, dans le cadre de nos nouveaux projets informatiques tels que notre futur *ERP*, un nouvel outil *SIRH*, mais aussi pour accroître nos capacités de production par des agencements de bâtiments industriels, par des renouvellements de nos installations industrielles en France, aux États-Unis et enfin par l'aménagement de nouveaux laboratoires de R&D dans le domaine de l'aquaculture à Taïwan et la mise en service de deux nouvelles lignes de *chews* au Vietnam.

La ligne "Cessions/sorties", dont la valeur nette représente 3,6 millions €, concerne principalement la cession des actifs corporels du site de production de Magny-en-Vexin pour un montant de 2,8 millions €.

La ligne "Transferts" matérialise essentiellement les mises en service des immobilisations.

A5. Droits d'utilisation

Dans la présentation de nos états financiers, nous avons choisi d'isoler les droits d'utilisation résultant des contrats entrant dans le champ de la norme *IFRS 16* sur une ligne dédiée de l'état de la situation financière. Les variations des droits d'utilisation au cours de l'exercice 2021 s'analysent comme suit :

en k€	Droits d'utilisation
Valeur brute au 31/12/2020	49 923
Augmentations	12 058
Diminutions	-5 839
Mouvements de périmètre	362
Transferts	-14
Écarts de conversion	1 533
Valeur brute au 31/12/2021	58 022
Dépréciations au 31/12/2020	-16 421
Dotations aux amortissements	-10 097
Dépréciations nettes	—
Fins de contrats	5 438
Mouvements de périmètre	—
Transferts	10
Écarts de conversion	-428
Dépréciations au 31/12/2021	-21 498
Valeur nette au 31/12/2020	33 502
Valeur nette au 31/12/2021	36 524

Le tableau ci-dessous présente les droits d'utilisation par catégorie d'actifs :

en k€	Terrains et constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Matériel de transport	Matériel informatique hardware et software	Matériel bureautique et autres	Total
Valeur brute au 31/12/2020	30 814	3 284	12 013	3 141	672	49 923
Augmentations	6 744	492	4 444	94	283	12 058
Diminutions	-1 958	-279	-2 736	-585	-280	-5 839
Mouvements de périmètre	362	—	—	—	—	362
Transferts	—	—	-14	—	—	-14
Écarts de conversion	1 410	30	53	15	24	1 533
Valeur brute au 31/12/2021	37 371	3 527	13 760	2 665	699	58 022
Dépréciations au 31/12/2020	-7 834	-1 146	-5 865	-1 163	-413	-16 421
Dotations aux amortissements	-4 524	-761	-3 731	-899	-181	-10 097
Fin de contrats	1 690	240	2 645	585	278	5 438
Mouvements de périmètre	—	—	—	—	—	—
Transferts	—	—	10	—	—	10
Écarts de conversion	-374	-19	-18	-5	-12	-428
Dépréciations au 31/12/2021	-11 043	-1 687	-6 959	-1 481	-328	-21 498
Valeur nette au 31/12/2020	22 980	2 138	6 148	1 978	259	33 502
Valeur nette au 31/12/2021	26 328	1 840	6 801	1 184	371	36 524

L'augmentation du poste "Droits d'utilisation" est liée aux nouveaux contrats signés au cours de la période, ou aux options de renouvellement entérinées par nos filiales en 2021. Ainsi, les principales hausses de l'exercice

s'expliquent par deux nouveaux contrats immobiliers en France et en Suisse, ainsi que par les contrats relatifs à la flotte automobile sur l'ensemble du Groupe.

Les dotations aux amortissements de la période s'élèvent à 10,1 millions €.

Analyse de la charge de loyer résiduelle

Le tableau ci-dessous présente les loyers résultant de contrats de location non capitalisés en vertu des exemptions prévues par la norme :

en k€	Loyer résiduel
Loyers variables	-593
Loyers sur contrats court terme	-665
Loyers sur actifs de faible valeur	-1 129
Charge de loyer résiduelle	-2 387

A6. Autres actifs financiers

Variation des autres actifs financiers

en k€	2020	Augmentations	Diminutions	Transferts	Écarts de conversion	2021
Prêts et autres créances immobilisées	2 484	3 573	-568	—	-224	5 265
Instruments dérivés de change et de taux	1	136	—	—	—	137
Trésorerie soumise à restriction	112	1	—	—	10	122
Autres	382	—	-168	—	11	225
Autres actifs financiers, non courant	2 979	3 574	-601	—	-203	5 749
Prêts et autres créances immobilisées	5	220	-42	—	7	190
Instruments dérivés de change et de taux	7 390	—	-5 611	—	—	1 779
Trésorerie soumise à restriction	—	—	—	—	—	—
Autres	—	—	—	—	—	—
Autres actifs financiers, courant	7 395	220	-5 652	—	7	1 970
Autres actifs financiers	10 374	3 794	-6 253	—	-196	7 719

L'augmentation du poste "Autres actifs financiers non courants" provient essentiellement du compte séquestre constitué au Chili en garantie du paiement de la clause d'*earn-out* relative à la dernière tranche d'acquisition des intérêts non contrôlés.

La forte diminution de la valorisation des instruments dérivés de change et de taux de 5 475 k€ est liée à l'arrivée à échéance des *swaps* de devises croisées euro et peso chilien, soit une valorisation au 31 décembre 2020 très positive de +6 290 k€ contre une valorisation au 31 décembre 2021 de 892 k€.

Ces couvertures en peso chilien ont été renouvelées en juin 2021 par des contrats de change à terme.

Autres actifs financiers classés selon leur échéance**Au 31 décembre 2021**

en k€	Échéances			Total
	moins d'1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	
Prêts et autres créances immobilisées	190	5 265	—	5 456
Instruments dérivés de change et de taux	1 779	137	—	1 916
Trésorerie soumise à restriction	—	122	—	122
Autres	—	225	—	225
Autres actifs financiers	1 971	5 524	—	7 719

Au 31 décembre 2020

en k€	Échéances			Total
	moins d'1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	
Prêts et autres créances immobilisées	5	2 484	—	2 489
Instruments dérivés de change et de taux	7 390	1	—	7 391
Trésorerie soumise à restriction	—	112	—	112
Autres	—	—	382	382
Autres actifs financiers	7 396	2 597	382	10 374

A7. Information relative à IFRS 12**Information relative aux intérêts non contrôlés**

Nous avons acquis les parts de la société Holding Salud Animal (HSA) détenues par les actionnaires minoritaires en deux étapes successives (à hauteur de 15% le 9 septembre, puis à hauteur de 34% le 3 novembre pour un montant total de 61,4 millions US\$), ce qui porte à 100% notre participation dans les entités suivantes :

- Holding Salud Animal SA ;
- Centro Veterinario y Agrícola Limitada ;
- Farquímica SpA ;
- Bioanimal Corp SpA ;
- Productos Químicos Ehlinger ;
- Centrovét Inc. ;
- Centrovét Argentina ;
- Inversiones HSA Limitada ;
- Rentista de capitales Takumi Limitada.

À la date de clôture de l'exercice, il n'a y a donc plus d'intérêts non contrôlés dans ces filiales, et l'intégralité des intérêts non contrôlés a été reclassée dans les capitaux propres part du Groupe.

Toutefois, une quote-part du résultat 2021 a été attribuée aux intérêts non contrôlés au prorata de leur détention au cours de l'exercice, ce qui représente un montant de 2 498 k€.

Le tableau ci-dessous présente un compte de résultat résumé du sous-groupe HSA au titre de l'exercice 2021.

	en kCLP	en k€
Revenu des activités ordinaires	52 670 561	58 639
Autres produits et charges opérationnelles	-42 984 217	-47 855
Résultat opérationnel	9 686 344	10 784
Résultat financier	-777 301	-1 947
Résultat avant impôt	8 909 043	8 837
Impôt sur le résultat	-2 182 942	-2 430
Résultat de la période	6 726 101	6 407

Information relative aux sociétés mises en équivalence

en k€	Comptes individuels des sociétés mises en équivalence				Comptes consolidés	
	Total bilan	Capitaux propres	Chiffre d'affaires	Résultat net	Capitaux propres	Résultat
AVF Animal Health Co Ltd	N.D	N.D	—	—	3 721	196
Participations comptabilisées par mise en équivalence					3 721	196

L'impact des sociétés mises en équivalence n'étant pas jugé significatif sur nos comptes, l'information requise par IFRS 12 se limite aux éléments ci-dessus.

A8. Impôts différés

Conformément à la norme IAS 12 qui autorise sous certaines conditions la compensation des dettes et créances d'impôt, les impôts différés actifs et passifs ont été compensés par entité fiscale.

L'impact des variations futures du taux d'impôt en France (baisse progressive jusqu'à 25% en 2022) a été pris en considération dans le calcul de la charge d'impôt différé.

Variation des impôts différés

en k€	2020	Variations	Transferts	Écarts de conversion	2021
Impôts différés actifs retraités ¹	28 216	8 151	-2 714	-407	33 245
Impôts différés passifs	44 097	-710	-2 648	-1 618	39 122
Impôts différés compensés	-15 881	8 861	-66	1 210	-5 877

¹retraitement du montant des impôts différés actifs à l'ouverture suite à l'application de la décision de l'IFRS IC qui a précisé la méthode de comptabilisation des coûts de configuration et de personnalisation d'un logiciel mis à disposition dans le *cloud* par le fournisseur dans le cadre d'un contrat SaaS.

La variation des impôts différés présentée ci-dessus inclut, pour -200 k€, l'impôt différé sur la part efficace des profits et pertes sur instruments de couverture comptabilisée dans les autres éléments du résultat global.

Impôts différés ventilés par nature

Le tableau ci-dessous présente les positions d'impôt différé au 31 décembre 2021, selon leur nature :

en k€	Impôts différés actifs	en k€	Impôts différés passifs
Marges sur stocks	13 687	Retraitements sur immobilisations incorporelles	24 884
Engagements retraites et indemnités de fin de carrière	4 838	Retraitements sur immobilisations corporelles	5 531
Ajustements sur ventes (IFRS 15)	1 141	Retraitement des provisions à caractère fiscal	7 348
Ajustements sur stocks (IAS 2)	1 708	Activation des dépenses liées aux acquisitions	815
Autres provisions non déductibles	5 317	Autres produits taxés d'avance	545
Autres charges à déductibilité différée	6 554		
Déficits reportables			
Total par nature	33 245	Total par nature	39 122
Impact de la compensation par entité fiscale	-11 239	Impact de la compensation par entité fiscale	-11 239
Impôts différés actifs nets	22 006	Impôts différés passifs nets	27 883

Horizon d'utilisation des impôts différés actifs

Le tableau ci-dessous indique l'horizon d'utilisation des charges à déductibilité différée :

en k€	Impôts différés actifs au 31/12/2021	Horizon d'utilisation		
		moins d'1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans
IDA sur charge à déductibilité différée au Chili	730	730	—	—
IDA sur indemnités de retraite et de fin de carrière	4 838	-345	150	5 033
IDA sur autres bases	27 676	24 956	989	1 732
Total impôts différés actifs	33 245	25 341	1 139	6 765

Notre filiale Virbac Corporation dispose d'une créance d'impôt différé sur reports déficitaires entièrement dépréciée depuis la clôture des comptes 2017. Cette créance, qui n'est donc pas reconnue dans nos comptes consolidés s'élevait à 13,4 millions US\$ à l'ouverture de l'exercice. Au cours de l'exercice 2021, de nouvelles pertes fiscales ont été générées, portant cette créance à 14,8 millions US\$ à la date de clôture. Celle-ci reste intégralement dépréciée au 31 décembre 2021.

A9. Stocks et travaux en cours

en k€	Matières premières et approvisionnements	En-cours de production	Produits finis et marchandises	Stocks et travaux en cours
Valeur brute au 31/12/2020	69 869	17 075	138 920	225 864
Variations	15 881	-777	40 414	55 518
Mouvements de périmètre	86	—	533	619
Transferts	—	—	—	—
Écarts de conversion	912	-33	4 322	5 200
Valeur brute au 31/12/2021	86 748	16 265	184 188	287 202
Dépréciations au 31/12/2020	-3 656	-1 282	-9 889	-14 827
Dotations	-2 313	-1 258	-10 254	-13 824
Reprises	2 394	1 282	8 674	12 349
Mouvements de périmètre	—	—	—	—
Transferts	-47	—	-133	-180
Écarts de conversion	-122	—	-265	-388
Dépréciations au 31/12/2021	-3 745	-1 258	-11 867	-16 870
Valeur nette au 31/12/2020	66 213	15 793	129 031	211 037
Valeur nette au 31/12/2021	83 003	15 007	172 321	270 332

Hors effet de change et de périmètre, les stocks nets augmentent de 59,0 millions €. Cette évolution s'explique principalement par les effets conjoints de l'augmentation de l'activité constatée sur l'année, la constitution de stocks

pour le lancement de nouveaux produits en 2022, et de stocks de sécurité notamment dans des sites de production tels qu'en France, aux États-Unis et en Australie, certains liés à la crise pandémique de la Covid-19.

A10. Créances clients

en k€	Créances clients
Valeur brute au 31/12/2020	104 584
Variations	5 058
Mouvements de périmètre	250
Transferts	-80
Écarts de conversion	-198
Valeur brute au 31/12/2021	109 614
Dépréciations au 31/12/2020	-2 891
Dotations	-483
Reprises	1 044
Mouvements de périmètre	—
Transferts	80
Écarts de conversion	3
Dépréciations au 31/12/2021	-2 248
Valeur nette au 31/12/2020	101 693
Valeur nette au 31/12/2021	107 366

Le poste des créances clients nettes est en augmentation de 5,7 millions €. Cela concerne principalement la France, (+3,4 millions €) du fait d'un niveau d'activité en fin d'année plus élevé comparativement à 2020, ainsi qu'au Chili (+2,9 millions €) avec un fort rebond des ventes sur le quatrième trimestre 2021 par rapport à 2020. Cette hausse est toutefois compensée par une réduction des créances au Royaume-Uni (-3,6 millions €) et en Australie (-2,5 millions €) liée à la baisse des ventes sur le quatrième trimestre 2021 par rapport à 2020. Les écarts de conversion impactent légèrement le poste à la baisse pour 0,2 million €.

À noter que les créances déconsolidées car cédées dans le cadre de contrats d'affacturage s'élèvent à 12,1 millions € au 31 décembre 2021 (contre 19,5 millions € au 31 décembre 2020). Cette variation est consécutive à la mise en veille du programme d'affacturage au Royaume-Uni (-5,8 millions €) et en France (-1,4 million €).

Le risque de crédit des créances clients et autres débiteurs est présenté en note A33.

A11. Autres débiteurs

en k€	2020	Variations	Mouvements de périmètre	Transferts	Écarts de conversion	2021
Créance d'impôt sur le résultat	6 033	4 167	—	—	-128	10 072
Créances sociales	736	-62	—	—	-1	673
Autres créances sur l'État	32 473	10 814	—	—	138	43 425
Avances et acomptes sur commandes	1 645	2 345	—	—	-39	3 950
Dépréciations des autres créances diverses	—	—	—	—	—	—
Charges constatées d'avance	5 681	1 150	98	-290	184	6 823
Autres créances diverses	21 187	-14 333	—	—	417	7 271
Autres débiteurs	67 755	4 081	98	-290	571	72 215

Les autres créances sur l'État concernent les créances de crédit d'impôt recherche dont bénéficient nos filiales en France, au Chili, en Australie et au Brésil, pour un montant total de 9,0 millions € pour l'exercice 2021, ainsi que les créances de TVA. L'augmentation de ce poste provient principalement de la comptabilisation de créances de crédit de TVA pour un montant de 5,0 millions € ainsi qu'une demande de remboursement de TVA d'un montant de 2,0 millions €.

La diminution des "Autres créances diverses" correspond principalement à la baisse des créances envers les sociétés d'affacturage au Royaume-Uni, en France et en Italie.

A12. Trésorerie et équivalents de trésorerie

en k€	2020	Variations	Mouvements de périmètre	Transferts	Écarts de conversion	2021
Disponibilités	120 761	-52 969	-3 798	1 123	—	65 117
Valeurs mobilières de placement	61 130	42 084	—	4 457	—	107 670
Trésorerie et équivalents de trésorerie	181 890	-10 885	-3 798	5 580	—	172 787
Concours bancaires courants	-2 305	1 677	—	—	—	-628
Intérêts courus non échus passifs	-18	-6	—	—	—	-23
Trésorerie passive	-2 323	1 671	—	—	—	-651
Trésorerie nette	179 568	-9 214	-3 798	5 580	—	172 136

Les principaux supports d'investissement utilisés sont des OPCVM et des comptes à terme dont la maturité est inférieure à trois mois. Ces dépôts à terme présentent les caractéristiques suivantes : ils sont renouvelables par tacite reconduction et le remboursement avant l'échéance est possible.

La baisse de la trésorerie et des équivalents de trésorerie s'explique en partie par l'acquisition des parts minoritaires du groupe Centroviet pour un montant de 58,6 millions €.

La hausse des valeurs mobilières de placement concerne principalement une de nos filiales qui dispose de 84,4 millions € de dépôts à terme d'une durée inférieure à trois mois à la clôture de l'exercice 2021, détenus par des institutions financières de premier ordre.

Les concours bancaires courants correspondent aux lignes de découverts négociées mais non confirmées par nos banques.

A13. Actifs destinés à être cédés

À la date de clôture de l'exercice, aucun actif n'a été classé comme actif destiné à être cédé.

A14. Capitaux propres

en k€	2021	2020 Retraité
Capital	10 573	10 573
Primes liées au capital	6 534	6 534
Réserve légale	1 089	1 089
Autres réserves et report à nouveau	606 852	460 432
Réserves de consolidation	13 846	56 044
Réserves de conversion	-20 281	-42 829
Écarts actuariels	-6 840	-6 915
Résultat de la période	113 162	136 039
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	724 935	620 967
Autres réserves et report à nouveau	-2 181	42 438
Réserves de conversion	-91	-12 492
Résultat de la période	2 529	4 304
Intérêts non contrôlés	256	34 250
Capitaux propres	725 191	655 217

¹retraitement suite à l'application de la décision de l'IFRS IC qui a précisé la méthode de comptabilisation des coûts de configuration et de personnalisation d'un logiciel mis à disposition dans le cloud par le fournisseur dans le cadre d'un contrat SaaS (voir note relative aux méthodes et principes comptables)

Politique de gestion du capital

Dans le cadre de la gestion de son capital, le Groupe a pour objectif de préserver sa continuité d'exploitation, afin de servir un rendement aux actionnaires, de procurer des avantages aux autres partenaires et de maintenir une structure de capital optimale afin d'en réduire le coût.

Afin de maintenir ou d'ajuster la structure du capital, le Groupe peut soit :

- ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires ;
- rembourser du capital aux actionnaires ;

- émettre de nouvelles actions ;
- ou vendre des actifs pour réduire le montant des dettes.

Le Groupe utilise différents indicateurs, dont le levier financier (endettement net/capitaux propres) qui fournit aux investisseurs une vision de l'endettement du Groupe comparativement au total des capitaux propres. Ces fonds propres incluent notamment la réserve des variations de valeur des couvertures des flux de trésorerie.

Actions d'autocontrôle

Virbac détient des actions propres, qui ne comportent pas de droit de vote, destinées essentiellement à alimenter les plans d'attribution d'actions de performance. Le montant de ces actions propres est comptabilisé en réduction des capitaux propres.

Actions à droit de vote double

Des droits de vote double sont accordés à tous les actionnaires détenant leur titre au nominatif pendant deux ans au minimum. Sur les 8 458 000 actions composant le capital social, 4 316 777 sont à droit de vote double.

Programme de rachat d'actions

L'assemblée générale ordinaire du 21 juin 2021 a autorisé la société mère Virbac à procéder à des rachats de ses propres actions sur le fondement des articles L225-209 et suivants du Code de commerce.

Au 31 décembre 2021, Virbac possédait au total 10 457 actions propres acquises sur le marché pour un montant global de 3 127 090 € hors frais, soit un coût moyen de 299,04 € par titre.

Au cours de l'exercice, la société a procédé à l'achat de 44 912 actions propres (au cours moyen de 272,27 €) et à la cession de 47 934 actions propres (au cours moyen de 281,19 €) dans le cadre du contrat d'animation du titre.

Les plans de performance 2018 (pour 50%) et 2019 (pour 100 %) sont arrivés à échéance sur l'exercice et ont fait l'objet d'une attribution aux salariés concernés compte tenu des critères de performance préalablement établis. Cette année, un nouveau plan de performance a également été constitué (voir note A35).

Les actions propres au 31 décembre 2021 représentent 0,12% du capital de Virbac. Elles sont destinées en partie à l'animation du titre et à l'attribution d'actions de performance, conformément à la dix-neuvième résolution adoptée par l'assemblée générale du 21 juin 2021.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale une résolution autorisant le rachat d'actions de la société dans la limite de 10% du capital. Les acquisitions pourront être effectuées en vue :

- d'assurer la liquidité ou d'animer le marché du titre par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissements agissant de manière indépendante dans le cadre d'un contrat de liquidité en conformité avec la réglementation AMF ;
- de permettre des attributions d'actions de performance ;
- de permettre la réduction du capital de la société par annulation de tout ou partie des titres achetés sous réserve de l'adoption par la présente assemblée générale, de la résolution relative à l'autorisation de réduire le capital par annulation de titres rachetés.

Le prix maximum d'achat ne devra pas être supérieur à 1 000 € par titre. Pour le calcul du nombre maximal d'actions, il sera tenu compte des actions déjà acquises dans le cadre des autorisations précédentes mentionnées ci-dessus, ainsi que de celles qui pourront être acquises dans le cadre du contrat de liquidité.

A15. Avantages du personnel

Les engagements relatifs aux régimes des avantages du personnel sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetées. Les engagements futurs font l'objet d'une provision pour charge.

Lorsqu'un engagement est préfinancé par des versements dans un fonds, la provision correspond à la différence entre l'engagement total à la date de clôture et le montant de l'actif de couverture. L'actif de couverture est constitué du montant du fonds, augmenté des produits de placement et des éventuelles contributions payées dans l'année.

Nous appliquons la norme IAS 19 révisée depuis le 1^{er} janvier 2012.

Évolution des provisions par pays

en k€	2020	Dotations	Reprises	Transferts	Capitaux propres	Écarts de conversion	2021
France	11 089	553	-744	—	119	—	11 017
Italie	779	69	-15	—	12	—	844
Allemagne	553	184	—	—	—	—	736
Grèce	128	19	—	—	—	—	147
Mexique	196	39	-10	—	-20	11	216
Corée du Sud	193	180	-204	—	-56	-2	111
Taiwan	1 040	105	-7	—	-74	109	1 173
Thaïlande	1 411	178	-308	—	-25	-35	1 221
Philippines	57	—	-24	—	—	1	34
Uruguay	510	49	—	—	—	14	574
Indemnités de fin de carrière et indemnités de départ	15 955	1 376	-1 312	—	-43	99	16 074
France	1 225	—	-1 225	—	—	—	—
Japon	2 040	242	-167	—	-118	-61	1 936
Régimes de retraite à prestations définies	3 265	242	-1 392	—	-118	-61	1 936
Afrique du Sud	848	89	-64	—	75	-5	944
Couverture médicale	848	89	-64	—	75	-5	944
Inde	571	411	-400	—	-3	37	617
Indemnités compensatoires pour absence	571	411	-400	—	-3	37	617
Australie	1 381	169	-202	—	—	25	1 372
Autriche	51	6	—	—	—	—	57
Espagne	56	8	—	—	—	—	63
Autres avantages long terme	1 487	182	-202	—	—	25	1 492
Provisions pour avantages du personnel	22 126	2 301	-3 369	—	-89	94	21 062

Les principaux impacts en capitaux propres sont :

- en France, essentiellement dus à des pertes actuarielles d'expérience (mise à jour des données) de -581 k€ largement compensées par la hausse du taux d'actualisation engendrant un gain de 462 k€ ;
- et au Japon majoritairement dus à la baisse du taux d'augmentation des salaires engendrant un gain de 164 k€, partiellement compensé par des pertes actuarielles d'expérience (mise à jour des données) de 28 k€ et la mise à jour du taux d'actualisation entraînant une perte de 18 k€.

Principaux engagements

Nos principaux régimes d'avantages du personnel se situent en France, au Japon, en Thaïlande, en Australie et à Taiwan. Au 31 décembre 2021, ils contribuent respectivement à 52%, 9%, 6%, 7% et 6% des provisions relatives aux régimes des avantages du personnel.

IFRIC

Selon la nouvelle méthodologie de calcul donnée par l'IFRIC et validée par l'IAS board fin mai 2021, les régimes concernés sont ceux qui présentent les caractéristiques suivantes :

- une condition de présence du salarié dans l'entreprise au moment de la liquidation de sa retraite (droits aléatoires) ;
- une condition d'ancienneté dans la société ;
- des droits plafonnés à un nombre d'années d'ancienneté inférieure à l'ancienneté nécessaire pour liquider les droits à la retraite.

À ce titre, nos principaux régimes ne sont pas concernés. En effet, les droits donnés par les différents accords ne sont pas plafonnés.

Indemnités de fin de carrière et indemnités de départ

■ France

Conformément à la convention collective, les sociétés françaises du Groupe versent à leurs salariés qui partent à la retraite une indemnité de fin de carrière qui est fonction de leur rémunération et de leur ancienneté.

L'acquisition des droits s'effectue comme suit :

- cadres et assimilés : 12% du salaire mensuel par année d'ancienneté ;
- non cadres : 12% du salaire mensuel par année d'ancienneté (contre 10% précédemment).

Régimes de retraite à prestations définies

■ France

Le régime se traduit par le versement d'une rente à l'assuré, réversible à 60% au profit du conjoint (ou ex-conjoint), dont les conditions d'attribution sont les suivantes :

- ancienneté dans le Groupe supérieure à dix ans, dont neuf ans en tant que membre du directoire ou 15 ans pour une prestation de 10,5% du traitement de référence ;
- être âgé d'au moins 60 ans ;
- achever sa carrière dans le Groupe.

Ce régime a connu sa dernière liquidation en 2021.

■ Japon

Le régime se traduit par des versements sous forme d'un capital.

Les conditions d'éligibilité sont les suivantes :

- être salarié depuis au moins deux ans dans l'entreprise à la date de clôture ;
- être âgé d'au moins 60 ans.

Le montant du capital est calculé à partir du salaire de base multiplié par un coefficient qui varie de deux à 35 en fonction de l'ancienneté.

Couverture médicale

■ Afrique du Sud

Le programme mis en place par Virbac Afrique du Sud prévoit la prise en charge par la société de la contribution versée par les employés à la retraite qui souhaiteraient souscrire une assurance médicale volontaire.

La condition d'éligibilité est d'être salarié de la société avant le 30 avril 1995.

La contribution d'assurance prise en charge par Virbac Afrique du Sud se situe entre 50% et 100% en fonction du niveau de couverture choisi par le bénéficiaire. En cas de décès du bénéficiaire, ses ayants-droit continuent de bénéficier de la participation de Virbac Afrique du Sud, sous certaines conditions.

Compte tenu de la nature du plan qui n'est pas dédié aux seuls salariés de Virbac Afrique du Sud, l'évaluation est faite sur la base des cotisations versées par Virbac Afrique du Sud, revalorisées du taux d'inflation relatif aux frais médicaux.

Congés d'ancienneté

■ Australie

Conformément à la réglementation en Australie, Virbac verse aux salariés des congés d'ancienneté qui sont fonction de leur rémunération et de leur ancienneté. Chaque salarié a droit à trois mois de congés après quinze ans d'ancienneté dont l'acquisition s'effectue comme suit :

- si le salarié est licencié entre cinq et dix ans d'ancienneté, il a droit à la quote-part des droits acquis ;
- si le salarié quitte la société pour toute autre raison entre cinq et dix ans d'ancienneté, il n'a aucun droit ;
- si le salarié quitte la société, quelle qu'en soit la raison, après dix ans d'ancienneté, il a droit à la quote-part des droits acquis.

La provision est déterminée comme la somme des droits individuels proratisés par le rapport entre l'ancienneté du salarié en date de clôture et l'ancienneté des pleins droits.

Paramètres de calcul des principaux régimes d'avantages du personnel dans le Groupe

Hypothèses au 31 décembre 2021

	Taux d'actualisation	Progression future des salaires
France	0,90%	2,00%
Afrique du Sud	10,32%	N/A
Japon	0,40%	2,00%
Inde	6,20%	7,00%

Hypothèses au 31 décembre 2020

	Taux d'actualisation	Progression future des salaires
France	0,45%	2,00%
Afrique du Sud	9,84%	N/A
Japon	0,50%	3,00%
Inde	5,80%	7,00%

Les taux d'actualisation sont définis par référence aux taux d'obligations privées de haute qualité avec une maturité similaire à celle de l'obligation concernée. Conformément à la norme IAS 19 révisée, le taux de rendement attendu des actifs est considéré comme étant égal au taux d'actualisation.

Une augmentation ou une diminution de 0,5 point du taux d'actualisation entraînerait respectivement une diminution de la provision pour avantages au personnel d'environ 984 k€ ou une augmentation d'approximativement 1 060 k€ dont la contrepartie serait comptabilisée en autres éléments du résultat global.

Par ailleurs, une augmentation ou une diminution de 0,5 point du taux de progression future des salaires entraînerait respectivement une augmentation de la provision pour avantages au personnel d'approximativement 998 k€ ou une diminution d'approximativement 937 k€ dont la contrepartie serait comptabilisée en autres éléments du résultat global.

Dotation de l'année

en k€	Dotation 2021
Coût des services rendus	2 037
Charge d'intérêts	321
Produit d'intérêts	-113
Changement de régime	53
Reconnaissance immédiate des (gains)/pertes actuariels de l'année	—
Coût administratif reconnu en charge	3
Charge nette/(produit net) reconnu dans le compte de résultat	2 301

Les contributions employeur (y compris les paiements de prestations directement effectués par l'employeur) versées en 2021 s'élèvent à 3 369 k€ et sont estimées à 1 979 k€ pour 2022.

Mouvements dans les montants comptabilisés dans l'état de la situation financière

Les tableaux suivants réconcilient les mouvements dans les montants inscrits dans l'état de la situation financière (dette actuarielle, actifs de couverture, provision pour avantages au personnel).

en k€	Dette actuarielle
Valeur actualisée au 1^{er} janvier 2021	25 265
Prestations servies par l'employeur	-2 599
Prestations servies par le fonds	-880
Coût des services rendus et charge d'intérêt	2 358
Rupture de fin de contrat	—
(Gains)/Pertes actuariels dus aux hypothèses démographiques	-7
(Gains)/Pertes actuariels dus aux hypothèses financières	-689
(Gains)/Pertes actuariels d'expérience	608
Changement de régime	53
Autres variations	—
Transferts	—
Écarts de conversion	222
Valeur actualisée au 31 décembre 2021	24 331

Les dettes actuarielles sont préfinancées en Inde, en Allemagne, à Taiwan et en Corée du Sud au travers d'actifs de couverture (contrats d'assurance) garantissant annuellement des intérêts financiers.

en k€	Actifs de couverture
Juste valeur au 1^{er} janvier 2021	3 139
Cotisations versées	770
Prestations servies par le fonds	-880
Produit d'intérêt	113
Gains/(Pertes) actuariels	1
Taxe sur les primes versées	-3
Autres variations	—
Écarts de conversion	128
Juste valeur au 31 décembre 2021	3 268

en k€	Avantages du personnel
Juste valeur des actifs de couverture	-3 268
Valeur actualisée de la dette actuarielle	24 331
(Actif)/Passif reconnu dans la provision au 31 décembre 2021	21 062

en k€	Avantages du personnel
Provision au passif au 1^{er} janvier 2021	22 126
Charge/(Produit) comptabilisé en compte de résultat - dotation	2 301
Montant reconnu en capitaux propres	-89
Contributions employeur/Prestations payées	-3 369
Autres variations	—
Transferts	—
Écarts de conversion	94
Provision au passif au 31 décembre 2021	21 062

A16. Autres provisions

en k€	2020	Dotations	Reprises	Mouvements de périmètre	Transferts	Écarts de conversion	2021
Litiges commerciaux ou prud'homaux	4 206	1 370	-3 056	—	61	5	2 586
Provisions à caractère fiscal	2 065	417	-258	—	25	55	2 305
Risques et charges divers	2 183	250	-968	—	—	—	1 465
Autres provisions, non courant	8 454	2 037	-4 282	—	86	61	6 355
Litiges commerciaux ou prud'homaux	547	849	-13	—	—	59	1 442
Provisions à caractère fiscal	—	—	—	—	—	—	—
Risques et charges divers	474	30	-336	—	—	—	169
Autres provisions, courant	1 021	879	-349	—	—	59	1 612
Autres provisions	9 475	2 916	-4 631	—	86	120	7 967

Chaque situation est analysée au regard d'IAS 37 ou au regard d'IFRIC 23, lorsqu'il s'agit d'incertitude relative au traitement des impôts. Les provisions à caractère fiscal sont destinées à faire face aux conséquences financières des contrôles fiscaux dans le Groupe.

Dans le cadre du litige avec un concurrent et des deux instances en contrefaçon et concurrence déloyale actuellement en cours à l'échelle nationale et à l'échelle européenne, nous avons revu le montant des provisions reconnues dans nos comptes et nous avons constaté une reprise nette de provision pour 1,7 million € au cours de l'exercice 2021.

Les provisions devenues sans objet sur la période, soit par une consommation conforme à l'objet initial, soit par une extinction du risque, ont été reprises.

Aucune provision n'est constituée lorsque la société considère que le passif est éventuel, et une information est donnée en annexe (voir note A39).

A17. Obligation locative

Variation des obligations locatives

en k€	2020	Nouveaux contrats et renouvellements	Remboursements et résiliations	Mouvements de périmètre	Transferts	Écarts de conversion	2021
Obligation locative - non courant	26 803	9 589	-1 037	220	-7 090	973	29 459
Obligation locative - courant	7 968	2 902	-9 298	142	7 086	196	8 995
Obligation locative	34 771	12 491	-10 335	362	-4	1 170	38 454

La norme *IFRS 16* proposant un modèle de comptabilisation unique des contrats de location remplissant les conditions d'application, la nouvelle obligation locative intègre les dettes liées aux contrats antérieurement capitalisés conformément à *IAS 17*.

Échéancier des obligations locatives

en k€	Échéances			Total
	moins d'1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	
Obligation locative - non courant	—	20 273	9 186	29 459
Obligation locative - courant	8 995	—	—	8 995
Obligation locative	8 995	20 273	9 186	38 454

Information liée aux activités de financement

en k€	2020	Flux de trésorerie	Variations sans impact trésorerie				2021
		Remboursements	Augmentations	Diminutions	Reclassements	Écarts de conversion	
Obligation locative	34 771	-9 500	12 420	-402	-4	1 170	38 454
Obligation locative	34 771	-9 500	12 420	-402	-4	1 170	38 454

Les diminutions correspondent aux résiliations anticipées qui ne génèrent pas de sortie de trésorerie.

L'augmentation de la dette provient essentiellement des deux nouveaux contrats immobiliers mentionnés dans la note A5 ainsi qu'aux obligations générées par les nouveaux contrats ou les prorogations de contrats relatifs à notre flotte de véhicules.

À noter que l'amendement à *IFRS 16* n'a pas eu d'impact sur nos comptes consolidés. En effet aucune de nos filiales n'a bénéficié d'exemptions ou de reports de loyers dans le cadre de la pandémie de Covid-19.

A18. Autres passifs financiers

Variation des autres passifs financiers

en k€	2020	Augmentations	Diminutions	Mouvements de périmètre	Transferts	Écarts de conversion	2021
Emprunts	50 594	18 055	-25 659	—	-21 433	-8 406	13 151
Participation	12	2	—	—	—	—	14
Instruments dérivés de change et de taux	1 078	—	-281	—	—	—	797
Autres	—	—	—	—	—	—	—
Autres passifs financiers - non courant	51 684	18 056	-25 940	—	-21 433	-8 406	13 962
Emprunts	27 725	46 821	-51 598	—	21 433	-2 148	42 233
Concours bancaires	2 306	—	-1 678	—	—	—	628
Intérêts courus non échus passifs	18	—	5	—	—	—	23
Participation	814	765	-727	—	—	41	894
Instruments dérivés de change et de taux	1 158	—	1 602	—	—	—	2 760
Autres	—	—	—	—	—	—	—
Autres passifs financiers - courant	32 021	47 586	-52 395	—	21 433	-2 107	46 538
Autres passifs financiers	83 705	65 643	-78 335	—	—	-10 513	60 500

Dans le cadre du suivi de notre politique de financement, nous avons procédé au refinancement de notre ligne de crédit *revolving* de 420 millions € arrivant à échéance en avril 2022. Nous avons signé ce nouveau contrat syndiqué en octobre 2021, pour un montant ferme de 200 millions € et un remboursement *in fine* dans cinq ans, avec la quasi-totalité de nos banques historiques. La réduction de la facilité reflète nos perspectives de *cash-flows* opérationnels et notre plan d'acquisitions. Nous avons cependant assorti ce contrat de clauses nous permettant, d'une part, d'allonger la maturité de notre dette jusqu'en octobre 2028 grâce à deux options d'extension d'une année chacune, d'autre part, d'accroître le financement de 150 millions €, grâce à une clause dite "d'accordéon", pouvant monter l'engagement total à 350 millions €. Par ailleurs, cette nouvelle ligne de financement comporte des engagements en lien avec notre politique RSE, reflétant ainsi notre engagement depuis plusieurs années pour préserver l'environnement et respecter l'éthique animale. La négociation de ces clauses nous assure d'accéder à des conditions financières maîtrisées et d'accompagner nos besoins en fonction de notre évolution. La marge applicable du crédit est ajustable en fonction du ratio financier annuel et, dans une moindre mesure, aux résultats annuels de trois indicateurs de performance RSE déjà suivis au sein de notre politique RSE.

Ainsi, afin d'assurer notre liquidité, nous disposons, principalement :

- de ce crédit syndiqué de 200 millions €, dont nous avons exposé ci-dessus les caractéristiques ;
- de contrats désintermédiés (*Schuldschein*) en euros et en dollars américains pour un total de 22,1 millions €, composés de trois tranches, de maturités avril 2022 et avril 2025, à taux fixe ;
- de contrats de financement avec Bpifrance, pour 14,2 millions €, amortissables et de maturité novembre 2023 et septembre 2024 ;
- de lignes de crédit non confirmées aux États-Unis, pour 37 millions US\$.

Au 31 décembre 2021, la position des financements est la suivante :

- les contrats désintermédiés s'élèvent à 15 millions € et 8 millions US\$;
- les financements Bpifrance se montent à 14,2 millions € ;
- la ligne de crédit du contrat syndiqué et les lignes aux États-Unis ne sont pas mobilisées.

Les financements de la maison mère sont assortis d'une clause de respect d'un *covenant* financier qui nous impose de respecter le ratio financier annuel calculé sur la base des comptes consolidés annuels et correspondant à l'endettement net consolidé¹ sur l'*Ebitda* consolidé².

Au 31 décembre 2021, nous respectons les clauses de ratio financier puisque celui-ci s'établit à -0,36, le situant ainsi sous la limite du *covenant* financier contractuel qui s'élève à 3,75.

¹pour le calcul du *covenant*, l'endettement net consolidé désigne la somme des autres passifs financiers courants et non courants, soit les postes comptables suivants : emprunts, concours bancaires, intérêts courus non échus passifs, dettes relatives aux contrats de location-financement, participation, instruments dérivés de taux et de change, et autres ; diminuée du montant des postes suivants : trésorerie et équivalents de trésorerie, comptes de dépôts à terme, et des instruments dérivés de change et de taux actifs tels qu'ils apparaissent dans les comptes consolidés annuels

²l'*Ebitda* consolidé désigne sur la base des comptes consolidés annuels, le résultat d'exploitation de l'exercice comptable considéré au sens des principes comptables applicables aux comptes consolidés, majoré des dotations aux amortissements et provisions nettes de reprises et les dividendes reçus de filiales non consolidées

Nos capacités de financement sont suffisantes pour permettre le financement de nos besoins en trésorerie.

Autres passifs financiers classés selon leurs échéances

Au 31 décembre 2021

en k€	Échéances			Total
	moins d'1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	
Emprunts	42 233	13 151	—	55 385
Concours bancaires	628	—	—	628
Intérêts courus non échus passifs	23	—	—	23
Participation	894	14	—	908
Instruments dérivés de change et de taux	2 760	797	—	3 557
Autres	—	—	—	—
Autres passifs financiers	46 538	13 962	—	60 500

La génération de *cash-flow* opérationnel ainsi que les lignes de découverts négociées et le factoring permettent de couvrir les dettes financières courantes.

Au 31 décembre 2020

en k€	Échéances			Total
	moins d'1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	
Emprunts	27 725	50 594	—	78 319
Concours bancaires	2 306	—	—	2 306
Intérêts courus non échus passifs	18	—	—	18
Participation	814	12	—	826
Instruments dérivés de change et de taux	1 158	1 078	—	2 236
Autres	—	—	—	—
Autres passifs financiers	32 021	51 684	—	83 705

Information liée aux activités de financement

en k€	2020	Flux de trésorerie		Variations sans impact trésorerie			2021
		Émissions	Remboursements	Juste valeur	Reclassements	Écarts de conversion	
Emprunts non courants	50 595	18 055	-25 659	—	-21 433	-8 406	13 151
Emprunts courants	27 724	46 821	-51 598	—	21 433	-2 148	42 233
Participation	826	767	-727	—	—	41	908
Instruments dérivés de change et de taux	2 236	—	—	1 322	—	—	3 557
Autres	—	—	—	—	—	—	—
Autres passifs financiers	81 381	65 643	-77 984	1 322	—	-10 513	59 849

A19. Autres créditeurs

en k€	2020	Variations	Mouvements de périmètre	Transferts	Écarts de conversion	2021
Dettes d'impôt sur le résultat	—	—	—	—	—	—
Dettes sociales	—	—	—	—	—	—
Autres dettes fiscales	—	—	—	—	—	—
Avances et acomptes reçus sur commandes	—	—	—	—	—	—
Produits constatés d'avance	1 286	-184	—	—	50	1 153
Autres dettes diverses	1 905	3 211	844	-86	-140	5 735
Autres créditeurs - non courant	3 191	3 028	844	-86	-90	6 887
Dettes d'impôt sur le résultat	18 812	3 954	—	—	-375	22 391
Dettes sociales	51 841	6 489	—	—	772	59 102
Autres dettes fiscales	11 289	-144	—	—	69	11 214
Avances et acomptes reçus sur commandes	332	888	—	—	-40	1 179
Produits constatés d'avance	1 149	231	—	—	23	1 403
Autres dettes diverses	82 003	5 949	1 266	-12	1 508	90 715
Autres créditeurs - courant	165 425	17 367	1 266	-12	1 956	186 004
Autres créditeurs	168 616	20 395	2 110	-97	1 867	192 891

Le poste "Autres créditeurs-courant" augmente du fait de la hausse en France de la dette sociale liée à la constitution d'une provision complémentaire de la prime d'intéressement (+2,6 millions €), d'un complément de primes accordées au personnel et de diverses provisions liées au personnel ainsi que la hausse de la dette d'impôt sur le résultat (+3,9 millions €).

L'augmentation des "autres créditeurs-non courant" correspond principalement aux compléments de prix conditionnels (clauses de *earn-out*) sur les acquisitions des intérêts minoritaires du Chili et de la société iVet aux États-Unis.

Au titre de l'interprétation *IFRIC 23*, une dette a été reconnue pour un montant de 2 676 k€ à la clôture de l'exercice. Cette dette repose sur des situations pouvant conduire à un risque de litige fiscal en cas de contrôle qui porterait sur des périodes antérieures non encore contrôlées ou en cours de contrôle à l'ouverture de l'exercice. Chaque situation a été analysée, documentée et le risque évalué.

La ligne "Autres dettes diverses" comprend en grande majorité des passifs sur contrats conclus avec des clients. Le tableau ci-dessous détaille la typologie des passifs sur contrats :

en k€	2020	Variations	Mouvements de périmètre	Transferts	Écarts de conversion	2021
Avances et acomptes reçus sur commandes	332	888	—	—	-40	1 179
Clients - avoirs à établir	76 500	4 068	—	—	1 157	81 725
Passifs clients	76 832	4 956	—	—	1 116	82 904

Les avoirs à établir résultent très majoritairement des changements d'estimation du prix de la transaction, la plupart des filiales du Groupe accordant des remises de fin d'année aux clients, dont le montant est conditionné par l'atteinte d'objectifs de ventes. Les principales augmentations se notent en France (+5,5 millions €) et en Australie (+1,3 million €) compensées par une diminution au Royaume-Uni (-1,9 million €) et aux États-Unis (-1,7 million €).

A20. Dettes fournisseurs

en k€	2020	Variations	Mouvements de périmètre	Transferts	Écarts de conversion	2021
Dettes fournisseurs courants	96 539	18 997	170	-180	1 356	116 882
Dettes fournisseurs d'immobilisations incorporelles	4 586	-305	—	—	26	4 307
Dettes fournisseurs d'immobilisations corporelles	4 129	2 268	—	—	29	6 426
Dettes fournisseurs	105 254	20 960	170	-180	1 411	127 615

Ce poste s'établit à 127,6 millions € au 31 décembre 2021, contre 105,3 millions € à fin 2020. L'augmentation des dettes sur fournisseurs courants est liée à la croissance de l'activité, ainsi qu'une hausse des achats de matières premières effectués pour reconstituer des stocks de sécurité en raison de la crise pandémique.

A21. Revenu des activités ordinaires

en k€	2021	2020	Variation
Ventes de produits finis et de marchandises	1 208 056	1 073 595	12,5%
Prestations de services	540	146	269,9%
Produits annexes de l'activité	3 465	1 667	107,9%
Redevances perçues	423	434	-2,6%
Chiffre d'affaires brut	1 212 484	1 075 842	12,7%
Rabais, remises, ristournes sur ventes	-120 486	-114 995	4,8%
Charges en déduction des ventes	-20 148	-18 645	8,1%
Escomptes de règlement	-6 131	-6 624	-7,5%
Provisions pour retour	-1 754	-1 379	27,2%
Charges en déduction du chiffre d'affaires	-148 518	-141 643	4,9%
Revenu des activités ordinaires	1 063 965	934 198	13,9%

Les charges présentées en déduction du chiffre d'affaires sont principalement constituées des éléments suivants :

- montants versés au titre des contrats de coopération commerciale (actions de communication, fourniture de statistiques...) ;
- coût des opérations commerciales (y compris les programmes de fidélité) dont le montant est directement lié au chiffre d'affaires généré.

Les provisions pour retour des clients sont calculées selon une méthode statistique, en fonction des retours observés historiquement.

Évolution

En 2021, notre chiffre d'affaires consolidé s'élève à 1 064,0 millions €, en hausse par rapport à l'an dernier de 13,9% à taux de change réels et de 14,9% à taux constants. À taux et périmètre constants (hors Sentinel®), la croissance s'élève à 18,4%.

Toutes les zones géographiques présentent une croissance organique à deux chiffres sur l'année, reflet de la dynamique du secteur et d'une très belle exécution de notre plan stratégique porté par l'engagement constant de nos équipes. En Europe, le chiffre d'affaires progresse de +16,3% à taux réels (+16,2% à taux constants). Tous les pays de la zone à l'exception du Portugal affichent une croissance annuelle à deux chiffres. Les principaux pays contributeurs à cette performance sont la France, les activités Export de la zone, le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Benelux, l'Italie et l'Espagne portés par le fort dynamisme des gammes pour les animaux de compagnie (notamment les gammes de spécialités, le *petfood* et le rebond des vaccins). En Asie-Pacifique, l'évolution à taux réels est de +14,9% (+14,7% à taux de change constants). L'Inde a tiré la croissance de la zone, représentant environ la moitié de celle-ci ; l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud, le Vietnam et la Chine contribuent également à la forte croissance de la zone. Aux États-Unis, l'activité hors Sentinel® progresse de +34,6% (+41,2% à taux de change constants). L'ensemble des gammes ont soutenu la croissance, notamment les produits de spécialités, les gammes dentaire, dermatologie, les produits lancés dernièrement (Clomicalm, Itrafungol, Senergy et Stelfonta), et enfin le façonnage du Sentinel® Spectrum® pour Merck. En Amérique latine hors Chili, l'activité a progressé de +20,7% à taux réels (+24,2% à taux de change constants), grâce notamment à la contribution du Brésil et du Mexique. Enfin au Chili, la bonne performance du deuxième semestre nous permet d'afficher une croissance organique sur l'année (-0,3% à taux réels et +2,7% à taux constants).

A22. Achats consommés

en k€	2021	2020	Variation
Achats stockés	-374 735	-310 517	20,7%
Achats non-stockés	-26 325	-24 491	7,5%
Frais accessoires sur achats	-4 573	-4 309	6,1%
Rabais, remises, ristournes obtenus	476	506	-5,9%
Achats	-405 157	-338 811	19,6%
Variation des stocks bruts	55 518	21 199	161,9%
Dotations aux dépréciations de stocks	-13 824	-11 697	18,2%
Reprises des dépréciations de stocks	12 349	12 673	-2,6%
Variation nette des stocks	54 043	22 175	143,7%
Achats consommés	-351 114	-316 636	10,9%

La hausse des achats consommés est en ligne avec la croissance de l'activité et de la production sur nos principaux site de production principalement en France, en Australie, aux États-Unis et en Afrique du Sud. Dans le cadre de la

situation liée à la Covid-19, la volonté est de limiter les risques de ruptures de stocks et de sécuriser les ventes à venir.

La variation des stocks s'explique par les effets conjoints de l'augmentation de l'activité constatée sur l'année, la constitution de stocks pour le lancement de nouveaux produits en 2022 et la gestion de stocks de sécurité notamment dans nos sites de production.

A23. Charges externes

Les charges externes sont en augmentation de +27,5% à taux réels par rapport à l'année 2020 et de +17,6% par rapport à 2019. En effet, en 2020 le Groupe a bénéficié de réductions de dépenses lancées ou subies en lien avec la crise Covid-19 ; néanmoins en 2021, du fait de l'amélioration de la situation sanitaire, les charges externes ont retrouvé un niveau plus en ligne avec l'activité.

En dehors de cet effet, l'augmentation des charges externes est proportionnelle à l'activité de l'entreprise et se situe essentiellement au niveau de la sous-traitance de production et en informatique, des dépenses d'études et recherches sur de nouveaux projets, des honoraires d'experts et du coût de transport sur les ventes réalisées.

A24. Amortissements, dépréciations et provisions

en k€	2021	2020 retraité ¹	Variation
Dotations d'amortissements d'immobilisations incorporelles ²	-5 282	-5 312	-0,6%
Dotations de dépréciations d'immobilisations incorporelles	-80	-600	-86,7%
Dotations d'amortissements d'immobilisations corporelles	-23 654	-23 900	-1,0%
Dotations de dépréciations d'immobilisations corporelles	—	-16	-100,0%
Dotations d'amortissements des droits d'utilisation	-10 097	-10 035	0,6%
Reprises d'amortissements d'immobilisations incorporelles	—	—	—
Reprises de dépréciation d'immobilisations incorporelles	1 514	120	1161,9%
Reprises d'amortissements d'immobilisations corporelles	—	—	—
Reprises de dépréciations d'immobilisations corporelles	224	472	-52,6%
Amortissements et dépréciations	-37 375	-39 271	-4,8%
Dotations de provisions pour risques et charges	-3 590	-2 737	31,2%
Reprises de provisions pour risques et charges	4 607	1 823	152,7%
Provisions	1 017	-913	-211,3%
Dépréciations et provisions	-36 358	-40 185	-9,5%

¹incluant les impacts de la décision définitive de l'IFRS IC de mars 2021 sur les coûts de configuration et de personnalisation d'un logiciel utilisé dans le cadre d'un contrat de type SaaS comme décrit dans les principes et méthodes comptables

²hors dotations aux amortissements des actifs incorporels issus d'acquisitions

Dotations aux amortissements des actifs incorporels issus d'acquisitions

en k€	2021	2020
États-Unis : Sentinel [®]	—	-3 996
SBC	-51	-57
Uruguay : Santa Elena	-137	-143
Australie : Axon	-125	-119
Nouvelle-Zélande	-418	-397
Centrovet	-2 034	-2 069
Multimin	-505	-495
Colombie : Synthesis	-87	-92
Schering-Plough Europe	-954	-1 016
Amortissements des actifs incorporels issus d'acquisitions	-4 311	-8 384

La diminution de ce poste est principalement liée aux actifs Sentinel[®] qui ont été cédés en 2020.

A25. Autres produits et charges courants

en k€	2021	2020	Variation
Redevances payées	-3 956	-3 305	19,7%
Subventions perçues ou à recevoir (dont CIR)	9 141	9 738	-6,1%
Dotations des dépréciations de créances	-483	-846	-42,9%
Reprises des dépréciations de créances	1 044	710	47,0%
Pertes sur créances	-100	-136	-26,5%
Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés	-4 897	-3 526	38,9%
Produits de cessions d'éléments d'actif	2 862	346	727,2%
Autres produits et charges	1 912	-962	-298,8%
Autres produits et charges courants	5 522	2 020	173,4%

Le montant des crédits d'impôt comptabilisés en subventions s'élève à 8 972 k€ au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Le produit de 4,0 millions € reçu en avril 2021 de Elanco apparaît sur la ligne "Autres produits et charges". Il s'agit du premier versement sur les 7 millions € qu'Elanco s'est engagé à nous verser, en compensation de la poursuite par Virbac des projets de développement.

En 2021, les cessions, qui font ressortir une moins-value de 2,0 millions €, concernent entre autres la cession du site de production de Magny-en-Vexin en France pour 0,4 million €.

A26. Autres produits et charges non courants

Au 31 décembre 2021, une charge de 1,2 million € a été comptabilisée.

en k€	2021
Mise au rebut d'actifs incorporels aux États-Unis	-1 016
Réévaluation des stocks iVet aux États-Unis (<i>purchase accounting method</i>)	-219
Autres produits et charges non courants	-1 235

Pour mémoire, au 31 décembre 2020, ce poste se décomposait comme suit :

en k€	2020
Impact de la cession des droits américains des marques Sentinel [®]	69 643
Perte de valeur de l'UGT Vaccin leishmaniose	-4 472
Autres produits et charges non courants	65 171

A27. Produits et charges financiers

en k€	2021	2020	Variation
Coût de l'endettement financier brut	-5 982	-10 716	-44,2%
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	2 369	2 019	17,4%
Coût de l'endettement financier net	-3 612	-8 697	-58,5%
Gains et pertes de change	2 750	-2 115	-230,0%
Variation des instruments dérivés de change	-7 478	452	-1754,8%
Autres charges financières	-333	-158	107,7%
Autres produits financiers	153	94	55,7%
Autres produits et charges financiers	-4 907	-1 725	184,4%
Produits et charges financiers	-8 519	-10 425	-18,3%

Le coût de l'endettement financier comprend les charges d'intérêts sur les passifs locatifs qui s'élèvent à 1 467 k€ au 31 décembre 2021.

La baisse du coût de l'endettement net de 5,1 millions € est liée à la forte diminution de l'endettement brut dès juillet 2021 grâce à l'encaissement du produit de cession de Sentinel[®] et à l'arrivée à échéance des *swaps* de devises croisées en peso chilien.

Les produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie sont notamment impactés par la hausse des placements dans une de nos filiales.

Le remboursement de la dette a engendré la déqualification de certains instruments dérivés de taux. Cette déqualification impacte le résultat de -32 k€. La variation négative du résultat de change de 3 065 k€ est induite par une exposition non couverte en peso chilien plus importante conjuguée à la dépréciation de la devise.

A28. Impôt sur le résultat

en k€	2021		2020	
	Base	Impôt	Base retraitée ¹	Impôt
Résultat avant impôt	159 107		173 323	
Retraitement des crédits d'impôt	-8 938		-9 376	
Retraitement des éléments non récurrents	10 857		-47 610	
Résultat avant impôt retraité	161 026		116 337	
Impôt exigible des sociétés françaises		-16 278		-9 399
Impôt exigible des sociétés étrangères		-36 395		-27 658
Impôt exigible		-52 673		-37 057
Impôt différé des sociétés françaises		5 454		1 303
Impôt différé des sociétés étrangères		3 607		2 468
Impôt différé		9 061		3 771
Impôt comptabilisé		-43 612		-33 286
Neutralisation des ajustements de la charge d'impôt exigible		645		532
Neutralisation des ajustements de la charge d'impôt différé		—		393
Dépréciation des créances d'impôt différé		—		—
Impôt après retraitement		-42 967		-32 361
<i>Taux d'imposition effectif</i>		<i>26,68%</i>		<i>27,82%</i>
<i>Taux d'imposition théorique</i>		<i>28,41%</i>		<i>32,02%</i>
Impôt théorique		-45 747		-37 251
Écart entre impôt théorique et impôt comptabilisé		-2 136		-3 965

¹incluant les impacts de la décision définitive de l'IFRS IC de mars 2021 sur les coûts de configuration et de personnalisation d'un logiciel utilisé dans le cadre d'un contrat de type SaaS comme décrit dans les principes et méthodes comptables

Le taux d'impôt théorique considéré par le Groupe correspond au taux d'impôt sur les sociétés en vigueur en France (incluant la contribution additionnelle de 3,3%).

Le taux effectif d'impôt diminue très légèrement en 2021, puisqu'il passe de 27,82% à 26,68%.

Cette baisse s'explique par les belles performances réalisées par nos filiales implantées dans des pays appliquant des taux d'impôt sur les sociétés inférieurs au taux d'imposition de la société mère, tels l'Inde ou le Chili, mais aussi par la diminution du taux légal en France.

Résultat avant impôt retraité

Le résultat avant impôt et la charge d'impôt ont fait l'objet des retraitements décrits ci-après afin de déterminer le taux d'imposition effectif de l'exercice 2021.

Retraitement des crédits d'impôt

Il s'agit des principaux crédits d'impôts pris en compte dans le résultat opérationnel courant conformément à IAS 20. Le montant correspond au CIR des entités françaises ainsi qu'à l'équivalent du CIR au Chili, au Brésil ainsi qu'en Australie.

Retraitement des bases d'impôt relatives à des éléments non taxables

Ce montant regroupe principalement :

- des charges ou produits comptables sans impact fiscal, incluant notamment les différences permanentes dans les entités en France et à l'étranger (-3,4 millions €) ;
- ainsi que le résultat de Virbac Corporation pour l'exercice 2021 (-8,4 millions €), alors qu'aucun impôt différé actif n'est comptabilisé au 31 décembre 2021 au titre de ces pertes fiscales reportables.

Impôt après retraitement

Les ajustements de la charge d'impôt sont décrits ci-après.

Neutralisation des ajustements de la charge d'impôt exigible

Ce montant correspond principalement :

- aux ajustements de charges et produits d'impôt au titre des années antérieures (+0,2 million €) ;
- à des retenues à la source et provisions *IFRIC 23* (-0,8 million €).

Neutralisation des ajustements de la charge d'impôt différé

Ce montant correspond à des charges ou produits fiscaux sans base comptable. Il s'agit de :

- l'effet des réformes fiscales sur les bases d'impôt différé à l'ouverture ;
- la modification des bases ou des taux des actifs et passifs d'impôt différé à l'ouverture (changement d'estimation).

A29. Passage du résultat net au résultat net courant

en k€	Résultat <i>IFRS</i>	Dépréciations d'actifs	Coûts de restructuration	Autres éléments	Impôt non courant	Résultat net courant
Revenu des activités ordinaires	1 063 965	—	—	—	—	1 063 965
Résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs issus d'acquisitions	173 171	—	—	—	—	173 171
Dotations aux amortissements des actifs incorporels issus d'acquisitions	-4 311	—	—	—	—	-4 311
Résultat opérationnel courant	168 861	—	—	—	—	168 861
Autres produits et charges non courants	-1 235	1 016	—	219	—	—
Résultat opérationnel	167 626	1 016	—	219	—	168 861
Produits et charges financiers	-8 519	—	—	—	—	-8 519
Résultat avant impôt	159 107	1 016	—	219	—	160 342
Impôt sur le résultat	-43 612	-213	—	-46	1 182	-42 690
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	196	—	—	—	—	196
Résultat de la période	115 691	803	—	173	1 182	117 848

Le résultat net courant correspond au résultat net retraité des éléments suivants :

- le poste "Autres produits et charges non courants" dont le détail est présenté dans la note A26 ;
- l'impôt non courant, qui comprend l'impact fiscal des "Autres produits et charges non courants", ainsi que tous les produits et charges fiscaux non récurrents.

En 2021, la charge d'impôt non récurrente correspond à la dépréciation de la créance d'impôt différé sur pertes reportables générées au cours de l'exercice par notre filiale Virbac Corporation.

Pour mémoire, le résultat net courant retraité¹ de l'exercice 2020 se présentait comme suit :

en k€	Résultat IFRS	Dépréciations d'actifs	Coûts de restructuration	Cessions d'actifs	Impôt non courant	Résultat net courant
Revenu des activités ordinaires	934 198	—	—	—	—	934 198
Résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs issus d'acquisitions	126 961	—	—	—	—	126 861
Dotations aux amortissements des actifs incorporels issus d'acquisitions	-8 385	—	—	—	—	-8 385
Résultat opérationnel courant	118 577	—	—	—	—	118 577
Autres produits et charges non courants	65 171	4 471	—	-69 643	—	—
Résultat opérationnel	183 748	4 471	—	-69 643	—	118 577
Produits et charges financiers	-10 425	—	—	—	—	-10 425
Résultat avant impôt	173 323	4 471	—	-69 643	—	108 151
Impôt sur le résultat	-33 286	-1 432	—	3 149	—	-31 569
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	306	—	—	—	—	306
Résultat de la période	140 342	3 040	—	-66 494	—	76 888

¹retraitement suite à l'application de la décision de l'IFRS IC qui a précisé la méthode de comptabilisation des coûts de configuration et de personnalisation d'un logiciel mis à disposition dans le *cloud* par le fournisseur dans le cadre d'un contrat *SaaS*

A30. Résultat par action

	2021	2020 retraité ¹
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	113 162 216 €	136 038 487 €
Nombre total d'actions	8 458 000	8 458 000
Impact des instruments dilutifs	0	0
Nombre d'actions d'autocontrôle	10 457	21 304
Nombre d'actions en circulation	8 447 543	8 436 696
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère, par action	13,40 €	16,12 €
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère, dilué par action	13,40 €	16,12 €

¹incluant les impacts de la décision définitive de l'IFRS IC de mars 2021 sur les coûts de configuration et de personnalisation d'un logiciel utilisé dans le cadre d'un contrat de type *SaaS* comme décrit dans les principes et méthodes comptables

A31. Information sectorielle

Conformément à la norme *IFRS 8*, nous fournissons une information sectorielle telle qu'utilisée en interne par le comité de direction Groupe qui constitue désormais le Principal décideur opérationnel (PDO) suite au changement de gouvernance opéré en décembre 2020.

Notre niveau d'information sectorielle est le secteur géographique. La ventilation par zone géographique est faite sur sept secteurs, selon l'implantation de nos actifs :

- France ;
- Europe (hors France) ;
- Amérique latine ;
- Amérique du Nord ;
- Asie ;
- Pacifique ;
- Afrique & Moyen-Orient.

Nos activités opérationnelles sont organisées et gérées séparément suivant la nature des marchés.

Il existe deux segments marketing qui sont les animaux de compagnie et les animaux de production mais ces derniers ne peuvent pas être considérés comme un niveau d'information sectorielle pour les raisons énumérées ci-après :

- nature des produits : la plupart des segments thérapeutiques sont communs aux animaux de compagnie et aux animaux de production (antibiotiques, antiparasitaires...) ;
- procédés de fabrication : les chaînes de production sont communes aux deux segments et il n'y a pas de différenciation significative des sources d'approvisionnement ;
- type ou catégorie de clients : la distinction se fait entre secteur éthique (vétérinaires) et *OTC (Over the counter)* ;
- organisation interne : nos structures de gestion sont organisées par zones géographiques. Il n'existe pas, au niveau Groupe, de responsabilité par segment de marché ;
- méthodes de distribution : les principaux canaux de distribution dépendent plus du pays que du segment marketing. Les forces de vente peuvent être, dans certains cas, communes aux deux segments de marché ;
- nature de l'environnement réglementaire : les organismes autorisant la mise sur le marché sont identiques quel que soit le segment.

Dans l'information présentée ci-dessous, les secteurs correspondent donc aux zones géographiques (zones d'implantation de nos actifs). Les résultats de la zone France incluent les frais de siège et une part importante de nos frais de recherche et développement.

Au 31 décembre 2021

en k€	France	Europe (hors France)	Amérique latine	Amérique du Nord	Asie	Pacifique	Afrique & Moyen-Orient	Total
Revenu des activités ordinaires	184 751	280 875	166 747	124 173	183 523	94 193	29 702	1 063 965
Résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs issus d'acquisitions	54 479	22 878	34 781	-6 967	37 039	26 242	4 719	173 171
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	40 547	16 407	15 871	-9 144	28 578	17 658	3 245	113 162
Intérêts non contrôlés	1	—	2 528	—	—	—	—	2 529
Résultat de l'ensemble consolidé	40 548	16 407	18 398	-9 144	28 578	17 658	3 245	115 691

en k€	France	Europe (hors France)	Amérique latine	Amérique du Nord	Asie	Pacifique	Afrique & Moyen-Orient	Total
Actifs par zone	756 609	62 519	205 491	-131 542	186 235	111 092	11 147	1 201 551
Investissements incorporels	9 255	71	287	3 356	218	3	20	13 210
Investissements corporels	19 257	507	2 883	4 270	7 789	1 105	90	35 902

Aucun client ne réalise plus de 10% du chiffre d'affaires.

Les intérêts non contrôlés correspondent très majoritairement à la quote-part du résultat 2021 allouée aux détenteurs des 49% de parts dans le groupe HSA au Chili que nous avons acquises en deux étapes successives au cours du second semestre, calculée au prorata de leur détention dans l'année.

Au 31 décembre 2020

en k€	France ¹	Europe (hors France)	Amérique latine	Amérique du Nord	Asie	Pacifique	Afrique & Moyen-Orient	Total
Revenu des activités ordinaires	147 731	247 751	148 885	121 332	162 291	80 670	25 538	934 198
Résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs issus d'acquisitions	28 378	19 752	29 401	441	27 443	17 130	4 416	126 961
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	12 355	14 590	13 637	59 390	21 926	11 105	3 036	136 039
Intérêts non contrôlés	1	—	4 303	—	—	—	—	4 304
Résultat de l'ensemble consolidé	12 356	14 590	17 940	59 390	21 926	11 105	3 036	140 343

en k€	France ¹	Europe (hors France)	Amérique latine	Amérique du Nord	Asie	Pacifique	Afrique & Moyen-Orient	Total
Actifs par zone	764 617	55 648	200 180	-160 857	142 117	100 029	7 767	1 109 501
Investissements incorporels	6 002	131	112	1 918	334	1	2	8 500
Investissements corporels	12 299	430	1 799	2 256	5 407	717	244	23 152

¹incluant les impacts de la décision définitive de l'IFRS IC de mars 2021 sur les coûts de configuration et de personnalisation d'un logiciel utilisé dans le cadre d'un contrat de type SaaS comme décrit dans les principes et méthodes comptables

A32. Actifs et passifs financiers

Ventilation des actifs et passifs évalués en juste valeur

Conformément à la norme IFRS 7 "Instruments financiers - Informations à fournir", les évaluations à la juste valeur des actifs et des passifs financiers doivent être classées selon une hiérarchie qui comporte les niveaux suivants :

- niveau 1 : la juste valeur est basée sur des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ;
- niveau 2 : la juste valeur est basée sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, directement ou indirectement ;
- niveau 3 : la juste valeur est basée sur des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché, mais sur des données internes.

Pour les dérivés actifs et passifs financiers comptabilisés à la juste valeur, nous utilisons des techniques d'évaluation contenant des données observables sur le marché (niveau 2), notamment pour les *swaps* de taux d'intérêts, les achats et ventes à terme ou les options sur les monnaies étrangères. Le modèle incorpore des données diverses comme par exemple les cours de change spot et à terme ou la courbe de taux d'intérêts.

Actifs financiers

Les différentes catégories d'actifs financiers sont les suivantes :

Au 31 décembre 2021

en k€	Actifs financiers au coût amorti	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	Total	Niveau d'évaluation
Instruments financiers dérivés non courants	—	—	137	137	2
Autres actifs financiers non courants	5 612	—	—	5 612	3
Créances clients	107 366	—	—	107 366	3
Autres créances diverses	7 272	—	—	7 272	3
Instruments financiers dérivés courants	—	1 324	455	1 779	2
Autres actifs financiers courants	190	—	—	190	3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	166 530	6 256	—	172 786	1
Actifs financiers	286 970	7 580	592	295 142	

Au 31 décembre 2020

en k€	Actifs financiers au coût amorti	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	Total	Niveau d'évaluation
Instruments financiers dérivés non courants	—	—	1	1	2
Autres actifs financiers non courants	2 978	—	—	2 978	3
Créances clients	101 693	—	—	101 693	3
Autres créances diverses	21 188	—	—	21 188	3
Instruments financiers dérivés courants	—	690	6 700	7 390	2
Autres actifs financiers courants	5	—	—	5	3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	120 761	61 129	—	181 890	1
Actifs financiers	246 625	61 819	6 701	315 145	

Actifs financiers au coût amorti

Les actifs financiers évalués au coût amorti sont des instruments non dérivés de dette (prêts et créances notamment) dont les flux de trésorerie contractuels sont uniquement constitués de paiements représentatifs du principal et des intérêts sur ce principal, et dont le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels.

Cette catégorie comprend les autres prêts et créances ainsi que les dépôts et cautionnements (qui figurent en "Autres actifs financiers"), les créances clients (comptabilisées pour le montant initial de la facture déduction faite des provisions pour dépréciation) et autres créances opérationnelles hors créances fiscales et sociales, ainsi que la trésorerie et équivalents de trésorerie pour ce qui concerne les éléments presque aussi liquides que la trésorerie tels que les dépôts à terme dont l'échéance est de trois mois ou moins au moment de l'achat, et qui sont détenus par des institutions financières de premier ordre.

Le coût amorti de ces actifs ne présente pas, à la date de clôture, d'écart significatif par rapport à leur juste valeur.

Actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat

Sont classés comme actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat les instruments dérivés de taux ou de change qualifiés de couverture de juste valeur et les instruments financiers dérivés non qualifiés de couverture.

Sont également classées dans cette catégorie les valeurs mobilières de placement que nous avons acquises pour être vendues ou rachetées à court terme. Elles sont évaluées à la juste valeur à la clôture et les variations de juste leur sont comptabilisées en résultat. Les justes valeurs des valeurs mobilières de placement sont déterminées principalement par référence au prix du marché (cours acheteur ou vendeur selon le cas).

Actifs financiers à la juste valeur par les capitaux propres

Sont classés comme actifs financiers à la juste valeur par les capitaux propres les instruments dérivés de taux ou de change qualifiés de couverture de flux futurs de trésorerie et de couvertures de juste valeur (pour la partie report/dépôt et valeur temps des options). S'agissant des flux futurs, ces instruments de couverture sont mis en place pour les expositions de change futures (budget) et pour les intérêts de la dette/ placement à taux variables.

Le transfert en résultat intervient à la réalisation des flux de trésorerie et donc à la tombée des instruments.

Passifs financiers

Les différentes catégories de passifs financiers sont les suivantes :

Au 31 décembre 2021

en k€	Emprunts et dettes	Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	Passifs financiers à la juste valeur par les capitaux propres ¹	Total	Niveau d'évaluation
Instruments financiers dérivés non courants	—	—	797	797	2
Autres passifs financiers non courants	13 165	—	—	13 165	3
Dettes fournisseurs	127 602	—	—	127 602	3
Autres créditeurs	96 450	—	—	96 450	3
Instruments financiers dérivés courants	—	2 245	516	2 760	2
Concours bancaires et intérêts courus non échus	633	18	—	651	2
Autres passifs financiers courants	43 127	—	—	43 127	3
Passifs financiers	280 972	2 267	1 313	284 552	

Au 31 décembre 2020

en k€	Emprunts et dettes	Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	Passifs financiers à la juste valeur par les capitaux propres ¹	Total	Niveau d'évaluation
Instruments financiers dérivés non courants	—	655	423	1 078	2
Autres passifs financiers non courants	50 607	—	—	50 607	3
Dettes fournisseurs	105 254	—	—	105 254	3
Autres créiteurs	83 909	—	—	83 909	3
Instruments financiers dérivés courants	—	847	311	1 158	2
Concours bancaires et intérêts courus non échus	2 306	18	—	2 324	2
Autres passifs financiers courants	28 539	—	—	28 539	3
Passifs financiers	270 615	1 520	734	272 869	

¹la comptabilité de couverture permet de constater des variations de juste valeur en capitaux propres

Au 31 décembre 2021, le coût de l'endettement financier brut s'élève à 5 982 k€ contre 10 716 k€ au 31 décembre 2020.

A33. Gestion des risques liés aux actifs et passifs financiers

Notre politique de gestion des risques financiers est gérée et centralisée par la direction des Affaires Financières du Groupe et en particulier sa direction Trésorerie et Financement.

Les stratégies de financement, de placement et couverture des risques de taux et de change sont ainsi systématiquement revues et supervisées par la direction des Affaires Financières. Les opérations réalisées par nos équipes locales sont également dirigées et suivies par la direction Trésorerie et Financement Groupe.

La détention d'instruments financiers se fait dans le seul but de réduire l'exposition aux risques de change et de taux et n'a aucune fin spéculative.

Nous détenons des instruments financiers dérivés uniquement dans le but de réduire notre exposition aux risques de taux et de change sur nos éléments de bilan et nos engagements fermes ou hautement probables.

S'agissant des couvertures de flux de trésorerie, en fonction des adossements et des maturités, ces couvertures peuvent intervenir et influencer sur le résultat de l'exercice en cours ou celui des exercices futurs.

Risque de crédit

■ Facteurs de risque

Le risque de crédit peut se matérialiser lorsque nous accordons un crédit au travers de délais de paiement à des clients. Le risque d'insolvabilité, voire de défaillance de certains d'entre eux peut entraîner un non-remboursement et ainsi impacter négativement notre compte de résultat et notre situation nette de trésorerie.

Les créances clients font l'objet d'une dépréciation correspondant aux pertes attendues estimées, déterminées par application d'une matrice de dépréciation (en application du modèle de dépréciation simplifié prévu par la norme IFRS 9). Cette approche consiste à appliquer, par tranche de la balance âgée, un taux de dépréciation fonction de l'historique de pertes de crédit ajustées, le cas échéant, pour prendre en compte des éléments de nature prospective.

Au 31 décembre 2021, l'exposition maximale du Groupe au risque de crédit s'élève à 107 366 k€, soit le montant du poste créances clients dans nos comptes consolidés.

Le risque sur les ventes entre sociétés du Groupe est peu significatif, dans la mesure où nous faisons en sorte d'assurer à nos filiales la structure financière qui leur permet d'honorer leurs dettes.

■ Dispositifs de gestion du risque

Nous limitons les conséquences négatives de ce type de risque grâce à une très grande fragmentation et dispersion de nos clients et ce sur l'ensemble des pays où nous opérons. Notre département Trésorerie préconise en fonction de la réglementation en vigueur, des usages, du *rating*, des limites imposées par l'assurance-crédit, les délais de règlement maximum et fixe les limites de crédit aux clients à appliquer par entité opérationnelle. La direction Trésorerie et Financement gère et pilote ces aspects de crédit au niveau des entités françaises dont elle a la responsabilité directe et préconise les mêmes pratiques via des *guidelines* et *best practices* au niveau du Groupe. De plus, il existe un contrat cadre Groupe d'assurance-crédit dont bénéficie ou peut bénéficier chacune de nos filiales pour laquelle ce type de risque a été identifié.

Les états suivants présentent la ventilation des créances clients selon leurs échéances :

Au 31 décembre 2021

en k€	Créances à échoir	Créances en souffrance, depuis				Créances dépréciées	Total
		- de 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	+ de 12 mois		
France	23 471	718	22	2	3	86	24 302
Europe (hors France)	13 048	2 742	127	—	—	1 593	17 511
Amérique latine	26 185	3 856	106	—	—	212	30 359
Amérique du Nord	5 632	2 525	—	—	—	3	8 159
Asie	12 572	501	122	—	—	349	13 544
Pacifique	12 793	135	24	—	—	3	12 956
Afrique & Moyen-Orient	2 570	211	—	—	—	2	2 783
Créances clients	96 271	10 688	401	2	3	2 248	109 614

Au 31 décembre 2020

en k€	Créances à échoir	Créances en souffrance, depuis				Créances dépréciées	Total
		- de 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	+ de 12 mois		
France	19 638	551	26	22	—	694	20 932
Europe (hors France)	15 884	2 719	392	—	—	1 557	20 552
Amérique latine	22 466	2 997	84	—	—	338	25 885
Amérique du Nord	5 946	186	—	—	—	1	6 134
Asie	11 326	902	189	—	—	295	12 713
Pacifique	14 911	133	2	—	—	3	15 049
Afrique & Moyen-Orient	3 003	314	—	—	—	2	3 319
Créances clients	93 174	7 802	694	22	—	2 891	104 584

Les créances échues et non réglées sont analysées périodiquement et classées en créances douteuses lorsqu'il apparaît un risque que la créance ne soit pas recouvrée en totalité. Le montant de la provision constatée à la clôture est défini en fonction de la perte de crédit attendue à maturité.

Les créances irrécouvrables sont constatées en pertes lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

Nous n'avons pas identifié d'impact notable depuis le début de la crise sanitaire sur le risque clients.

Risque de contrepartie**■ Facteurs de risque**

Nous sommes exposés à un risque de contrepartie dans le cadre des contrats et instruments financiers que nous souscrivons, dans le cas éventuel où le débiteur se refuserait à honorer tout ou partie de son engagement ou serait *in fine* dans l'impossibilité de le faire.

■ Dispositifs de gestion du risque

Nous apportons une attention particulière au choix des établissements bancaires que nous utilisons, et ceci de façon encore plus critique lorsqu'il s'agit de gérer les placements de la trésorerie disponible.

Nous considérons néanmoins avoir une exposition limitée au risque de contrepartie compte tenu de la qualité de nos principales contreparties. En effet, les placements ne se font qu'auprès d'établissements bancaires de premier ordre.

S'agissant des autres actifs financiers et notamment des éventuelles disponibilités, les excédents ponctuels de trésorerie des filiales sont généralement remontés chez la société mère, lorsque cela est possible, qui en assure la gestion centralisée, sous forme de dépôts à court terme rémunérés. Nous ne travaillons qu'avec des contreparties bancaires de premier rang.

Risque de liquidité**■ Facteurs de risque**

La liquidité se définit comme notre capacité à faire face à nos échéances financières dans le cadre de notre activité courante et à trouver de nouvelles sources de financements en cas de besoin, et ce de manière à assurer continuellement l'équilibre entre nos dépenses et nos recettes. Dans le cadre de notre exploitation, de notre programme d'investissements récurrents et de notre politique active de croissance externe, nous sommes ainsi exposés au risque d'insuffisance de liquidités pour financer notre croissance et notre développement.

■ Dispositifs de gestion du risque

Notre politique de centralisation des excédents de trésorerie et des besoins de financement de l'ensemble des zones permet d'affiner nos positions nettes et d'optimiser la gestion des placements ou des financements, assurant ainsi

notre capacité à faire face à nos engagements financiers et à maintenir un niveau de disponibilité optimal et compatible avec notre taille et nos besoins.

Dans le cadre de notre revue spécifique du risque de liquidité, nous effectuons régulièrement une revue détaillée de nos encours nous assurant ainsi du respect de notre *covenant* financier (*covenant* de la dette).

Au 31 décembre 2021, le ratio s'élève à -0,36, le situant ainsi sous la limite du *covenant* financier contractuel qui est établie à 3,75. Le calcul de ratio se fait en tenant compte de l'application de la norme *IFRS 16* (voir notes A18).

Au cette même période, nous disposons principalement d'une ligne de crédit *revolving* à hauteur de 200 millions € à échéance 2026 et des lignes de crédit aux États-Unis pour 37 millions de US\$ qui ne sont pas mobilisées.

Nous avons par ailleurs à notre disposition une ligne de crédit court terme d'affacturage sans recours utilisée à hauteur de 12,1 millions € au 31 décembre 2021.

Dans le contexte de la crise covid, nous ne notons pas à ce stade d'impact significatif sur le coût ou l'accès au financement compte tenu de la très bonne situation financière du Groupe. De plus, nous n'avons pas eu à modifier nos financements et n'avons pas recouru en 2021 à des mesures de financement mises en place par les gouvernements.

Au regard de nos perspectives, notre trésorerie et nos ressources de financement couvrent suffisamment nos besoins en trésorerie.

Risques de fraude

■ Facteurs de risque

Nous sommes exposés à des cas de fraude interne ou externe qui pourraient entraîner des pertes financières et affecter notre réputation.

■ Dispositifs de gestion du risque

Nous nous attachons à renforcer le contrôle interne et accordons une importance toute particulière à la sensibilisation de nos équipes à ces problématiques. Nos équipes du siège donnent régulièrement des directives et indications fortes en la matière. La séparation des tâches ainsi qu'un dispositif de contrôle de gestion central, régional et local et la nomination de contrôleurs régionaux contribuent à renforcer le contrôle et à diminuer la probabilité de survenance de ce type de pratiques. Dès l'acquisition de nouvelles sociétés, nous intégrons ces dernières dans ces dispositifs de prévention de pratiques non éthiques.

Nous nous inscrivons dans une démarche de formation et de déploiement de bonnes pratiques qui ont pour vocation, entre autres, de prévenir les risques de fraude.

Le code de conduite Virbac marque notamment notre engagement d'exercer nos activités dans le respect du droit et de l'éthique et définit également la nature des relations que nous souhaitons avoir avec nos partenaires.

Risques de marché

Risque de change

■ Facteurs de risque

Le risque de change résulte de l'impact des fluctuations des taux de change sur nos flux financiers dans l'exercice de nos activités. Du fait de notre forte présence internationale, nous sommes exposés au risque de change sur les transactions ainsi qu'au risque de change sur la conversion des états financiers de nos filiales étrangères.

Nous traitons des activités dans des monnaies autres que l'euro, notre monnaie de référence. Le risque de change est suivi à l'aide de tableaux de bord issus des systèmes informatiques (*ERP*). Les positions sont actualisées à partir des états de restitution *ad hoc*.

La majeure partie de notre risque de change est centralisée sur la société mère, qui émet les factures vers ses filiales dans leur devise locale. Pour les ventes vers les pays à devise exotique, les factures sont émises en euro ou en dollar américain.

Compte tenu de nos achats et de nos ventes en devises, nous sommes exposés au risque de change principalement sur les devises suivantes : dollar américain, livre sterling, franc suisse et diverses devises en Asie, Pacifique et Amérique latine.

Étant donné notre exposition au risque de change, les fluctuations des cours des monnaies ont une incidence notable sur notre compte de résultat, tant sur le plan du risque de conversion que celui de transaction.

■ Dispositifs de gestion du risque

Afin de nous protéger des variations défavorables des différentes devises dans lesquelles sont libellés les ventes, les achats ou certaines opérations spécifiques, notre politique consiste à assurer la couverture du risque de change sur les transactions quand l'ampleur de l'exposition et les risques de fluctuation des devises sont élevés.

Nous couvrons la plupart de nos positions de change significatives et certaines (créances, dettes, dividendes, prêts intra-groupe), ainsi que nos ventes et achats futurs.

À cet effet, nous utilisons divers instruments disponibles sur le marché et pratiquons principalement des opérations de change à terme ou optionnelles.

Les instruments financiers dérivés de change sont présentés ci-après, à la valeur de marché :

en k€	2021	2020
Couverture de juste valeur	-749	528
Couverture des flux de trésorerie	12	98
Couverture d'investissement net	—	—
Dérivés non qualifiés de couverture	-139	-109
Instruments financiers dérivés de change	-875	517

Les instruments dérivés détenus à la clôture ne sont pas tous qualifiés de couverture dans les comptes consolidés. Dans ce cas, les variations de valeur impactent directement le résultat de la période.

Risque de taux d'intérêt

■ Facteurs de risque

Notre compte de résultat peut être impacté par le risque de taux d'intérêt. En effet, des variations défavorables de taux peuvent ainsi avoir un effet négatif sur nos coûts de financement et nos flux financiers futurs.

Notre exposition au risque de taux résulte du fait que nos principales lignes de crédit sont à taux variable ; le coût de la dette peut donc augmenter en cas de hausse des taux.

Notre exposition au risque de taux résulte principalement de la ligne de crédit renouvelable indexée sur l'Euribor mise en place chez Virbac ainsi que les lignes de crédit aux États-Unis indexées historiquement sur le *Libor* US\$ et plus récemment sur le *SOFR* (*Secured Overnight Financing Rate*). Au 31 décembre 2021, ces lignes ne sont pas mobilisées.

Suite à la décision de la *FCA* (*UK Financial Conduct Authority*) de ne plus obliger les banques à contribuer aux cotations du *Libor* et afin d'assurer la continuité de nos activités financières, nous nous sommes assurés que les contrats de financement dont les taux d'intérêt étaient indexés sur les *Libor* amenés à disparaître au 31 décembre 2021 avaient fait l'objet d'une renégociation. Dans le choix de l'indice de remplacement, nous avons privilégié les taux sans risque *RFR* (*Risk free rate*) recommandés par l'*ISDA* (*International swaps and derivatives association*).

Le montant des en-cours sur les lignes de crédit est le suivant :

en k€	2021		2020	
	Taux d'intérêt réel moyen	Valeur comptable	Taux d'intérêt réel moyen	Valeur comptable
Chili	0,7%	18 679	1,5%	16 987
France	2,3%	35 192	2,1%	40 708
Dette à taux fixe		53 871		57 695
Vietnam	—	—	2,7%	252
France	—%	1 316	0,3%	19 841
Turquie	27,0%	197	11,3%	378
Philippines	—	—	7,9%	152
Autres	—	—	—	1
Dette à taux variable		1 513		20 624
Concours bancaires	—	628	—	2 306
Emprunts et concours bancaires		56 012		80 625

■ Dispositifs de gestion du risque

Pour gérer ces risques et optimiser le coût de notre endettement, nous suivons les évolutions et les anticipations de taux de marché et limitons notre exposition en mettant en place des couvertures de taux, au moyen d'instruments disponibles sur le marché comme des caps ou des swaps de taux d'intérêt (taux fixe) n'excédant pas la durée et le montant de nos engagements réels.

Les instruments financiers dérivés de taux d'intérêt sont présentés ci-après, à la valeur de marché :

en k€	2021	2020
Couverture de juste valeur	—	—
Couverture des flux de trésorerie	-733	5 869
Couverture d'investissement net	—	—
Dérivés non qualifiés de couverture ¹	-32	-1 230
Instruments financiers dérivés de taux	-765	4 639

¹le remboursement de la dette a engendré la déqualification de certains instruments dérivés de taux

Impacts spécifiques des couvertures des risques de change et de taux d'intérêt

■ Facteurs de risque

La comptabilité de couverture vise à compenser l'impact de l'élément couvert et de l'instrument de couverture dans le compte de résultat. Pour pouvoir être pris en compte dans la comptabilité de couverture, les liens de couverture doivent satisfaire plusieurs conditions strictes en matière de documentation, de probabilité de réalisation, d'efficacité de la couverture et de fiabilité de la mesure.

■ Dispositifs de gestion du risque

Nous ne procédons qu'à des opérations de couverture destinées à couvrir des expositions réelles ou certaines, nous ne créons donc pas de risque spéculatif.

Les instruments financiers dérivés sont qualifiés de couverture lorsque la relation de couverture peut être démontrée et documentée.

Les instruments financiers dérivés de change entrant dans une relation de couverture de flux de trésorerie ont en général une maturité d'un an maximum.

en k€	Nominal		Juste valeur positive		Juste valeur négative	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Contrat de change à terme de devise	156 246	58 761	1 591	938	2 334	328
Options de change de gré à gré	45 324	35 683	188	161	321	254
Instruments de change	201 570	94 443	1 779	1 098	2 654	582
Swap de taux	41 939	81 900	—	1	106	1 588
Options de taux d'intérêt	—	47 000	—	—	—	66
Swap de devises croisées	7 833	44 423	137	6 291	797	—
Instruments de taux d'intérêt	49 771	173 323	137	6 293	903	1 654
Instruments financiers dérivés	251 341	267 766	1 916	7 391	3 557	2 235

Risque d'approvisionnement

Les matières premières et certains principes actifs entrant dans la composition des produits que nous fabriquons sont fournis par des tiers. Dans certains cas, nous avons également recours à des façonniers ou des partenaires industriels qui disposent de capacités ou maîtrisent des technologies particulières.

Dans la mesure du possible, nous diversifions nos sources d'approvisionnement en référencant plusieurs fournisseurs, tout en nous assurant que ces différentes sources présentent les caractéristiques de qualité et de fiabilité suffisantes.

Néanmoins, il existe pour certains approvisionnements ou certaines technologies des situations où la diversification est difficile voire impossible, pouvant ainsi susciter un risque de rupture d'approvisionnement ou de pression sur les prix.

Pour limiter ces risques, nous élargissons autant que possible notre recherche de fournisseurs diversifiés et nous pouvons, dans certains cas, sécuriser notre approvisionnement en acquérant les technologies et capacités qui nous manquent et qui génèrent une dépendance trop forte. Cela a, par exemple, été le cas avec l'acquisition de la propriété industrielle et de l'outil de production de la matière protéique entrant dans la constitution du principal vaccin pour chats.

L'année 2021 est encore marquée par la crise sanitaire du coronavirus. La situation est extrêmement évolutive, partout dans le monde, et même si à ce stade nous n'avons pas détecté d'impact matériel, il est très difficile d'anticiper ce qu'il pourrait en être d'ici la fin de cette pandémie s'agissant de l'approvisionnement.

A34. Composition du capital social de Virbac

	2020	Augmentations	Diminutions	2021
Nombre d'actions autorisées	8 458 000	—	—	8 458 000
Nombre d'actions émises et entièrement libérées	8 458 000	—	—	8 458 000
Nombre d'actions émises et non entièrement libérées	—	—	—	—
Actions en circulation	8 436 696	62 533	-51 686	8 447 543
Actions d'autocontrôle	21 304	51 686	-62 533	10 457
Valeur nominale des actions	1,25 €	—	—	1,25 €
Capital social de Virbac	10 572 500 €			10 572 500 €

A35. Attribution d'actions de performance

Le directoire, puis le conseil d'administration depuis le changement de gouvernance intervenu en décembre 2020, ont consenti des attributions d'actions de performance de la société à certains salariés et dirigeants de Virbac et ses filiales conformément à l'autorisation de l'assemblée générale.

Juste valeur des plans d'actions de performance

Conformément à IFRS 2, ces plans ont été valorisés dans nos comptes consolidés par référence à la juste valeur des titres attribués à la date de leur attribution.

Au cours de l'exercice 2021, 50% des actions du plan d'actions de performance 2018, initialement valorisé à 1 788 000 € (soit 15 000 actions de 119,20 €) ont été acquises par les bénéficiaires conformément à la structure du plan, pour une valorisation mise à jour de 837 380 € (soit 7 025 actions de 119,20 € suite au départ de certains bénéficiaires).

Les actions du plan de performance 2019, initialement valorisé à 672 800 € (soit 4 000 actions de 168,20 €) ont également été acquises par les bénéficiaires pour une valorisation mise à jour de 639 160 € (soit 3 800 actions de 168,20€) après l'ajustement réalisé sur la base de l'atteinte des objectifs.

Le plan d'actions de performance 2020 a été annulé car devenu sans objet suite au départ à la retraite du bénéficiaire, et la provision constatée dans les comptes 2020 a été reprise pour un montant de 194 k€, contribution sociale incluse.

Le plan d'actions de performance de 2021, attribué le 16 mars 2021, est valorisé à 1 453 538 €, correspondant à 6 225 actions de 233,50 €. Ce montant a fait l'objet d'un étalement sur une durée de *vesting* de 34 mois. L'impact constaté dans le compte de résultat au 31 décembre 2021 s'élève à 544 k€, contribution sociale incluse.

A36. Dividendes

En 2021, des dividendes à hauteur de 6 343 k€ ont été distribués aux propriétaires de la société mère.

Au titre de l'exercice 2021, il sera proposé à l'assemblée générale d'attribuer un dividende net de 1,25 € par action de nominal de 1,25 €.

A37. Effectifs

Évolution des effectifs par zone géographique

	2021	2020	Variation
France	1 349	1 309	3,1%
Europe (hors France)	374	353	5,9%
Amérique latine	1 045	967	8,1%
Amérique du Nord	487	452	7,7%
Asie	1 429	1 386	3,1%
Pacifique	299	309	-3,2%
Afrique & Moyen-Orient	137	131	4,6%
Effectifs	5 120	4 907	4,3%

Répartition des effectifs par fonction

	2021		2020	
Production	1 772	34,6%	1 679	34,2%
Administration	680	13,3%	665	13,6%
Commercial	2 157	42,1%	2 080	42,4%
Recherche & Développement	511	10,0%	483	9,8%
Effectifs	5 120	100,0%	4 907	100,0%

A38. Information sur les parties liées

Rémunération des membres du conseil d'administration

	2021		2020	
	Rémunération de la présidente	Rémunérations	Rémunération de la présidente	Rémunérations
Marie-Hélène Dick-Madelpuech	110 000 €	25 000 €	95 000 €	22 400 €
Pierre Madelpuech	—	25 000 €	—	22 400 €
Solène Madelpuech	—	25 000 €	—	22 400 €
Philippe Capron	—	28 500 €	—	25 600 €
Société OJB Conseil représentée par Olivier Bohuon	—	25 000 €	—	22 400 €
Société Cyrille Petit Conseil représentée par Cyrille Petit	—	25 000 €	—	22 400 €
Sylvie Gueguen	—	—	—	—
Censeur, société XYZ Unipessoal Lda représentée par Xavier Yon	—	22 500 €	—	22 400 €
Censeur, Rodolphe Durand	—	11 500 €	—	—
Total	110 000 €	187 500 €	95 000 €	160 000 €

Rémunération des membres de la direction générale

Au 31 décembre 2021 - Montants bruts dus au titre de l'exercice

	Rémunération fixe (y compris avantages en nature)	Rémunération liée aux mandats d'administrateurs dans des sociétés du Groupe	Rémunération variable	Rémunération totale
Sébastien Huron	353 996 €	45 000 €	263 400 €	662 396 €
Habib Ramdani	227 036 €	0 €	120 576 €	347 612 €
Marc Bistuer	229 412 €	0 €	91 700 €	321 112 €
Total	810 444 €	45 000 €	475 676 €	1 331 120 €

Au 31 décembre 2020 - Montants bruts dus au titre de l'exercice

	Rémunération fixe (y compris avantages en nature)	Rémunération liée aux mandats d'administrateurs dans des sociétés du Groupe	Rémunération variable	Rémunération totale
Sébastien Huron	356 738 € ¹	45 000 €	188 100 €	589 838 €
Habib Ramdani	222 297 €	0 €	88 800 €	311 097 €
Total	579 035 €	45 000 €	276 900 €	900 935 €

¹trop perçu de 10 000 €, récupérés sur les montants versés en 2021

Comme mentionné dans la note d'information générale, notre gouvernance a été modifiée le 15 décembre 2020. Cependant, les éléments de rémunérations restent identiques au titre des nouvelles fonctions.

Les rémunérations versées au titre de l'exercice 2021 correspondent à la rémunération fixe versée en 2021, à la rémunération liée aux mandats d'administrateurs dans des sociétés du Groupe versée en 2021, à la rémunération variable versée en 2022 au titre de 2021 et aux avantages en nature accordés en 2021 (véhicule de fonction).

Critères d'assiette de la part variable

Chaque membre de la direction générale a un objectif de rémunération variable qui représente un pourcentage de sa rémunération fixe.

La rémunération variable des membres de la direction générale est essentiellement fonction des objectifs suivants :

- croissance du chiffre d'affaires ;
- croissance du résultat opérationnel courant ;
- maîtrise de la trésorerie et de l'endettement du Groupe ;
- progrès réalisés sur les dimensions RSE.

Autres avantages

En sus des différents éléments de rémunération, les membres de la direction générale bénéficient des avantages décrits ci-dessous.

■ Véhicule de fonction :

Le directeur général ainsi que les directeurs généraux délégués bénéficient d'un véhicule de fonction, selon la politique définie par le comité des nominations et des rémunérations.

■ Régime d'assurance maladie, maternité, prévoyance et retraite :

Le directeur général et les directeurs généraux délégués bénéficient des régimes d'assurance maladie, maternité, prévoyance et retraite dont bénéficient l'ensemble des cadres de la société, dans les mêmes conditions de cotisations et de prestations que celles définies pour les autres cadres de la société.

■ Régime d'assurance chômage

Le directeur général bénéficie du régime d'assurance chômage privée de la Garantie sociale des chefs d'entreprise (GSC) selon la formule 70 sur un an, le montant des cotisations annuelles ne pouvant excéder 15 000 €.

Les directeurs généraux délégués bénéficient du régime d'assurance chômage des salariés de l'entreprise.

■ Indemnités de départ contraint

Le conseil d'administration peut décider d'octroyer une indemnité en cas de cessation des fonctions d'un dirigeant mandataire social.

Le montant de l'indemnité dont pourrait bénéficier Sébastien Huron, directeur général, est déterminée en fonction des objectifs suivants :

- dans la mesure où le ratio du résultat opérationnel courant sur chiffre d'affaires net du Groupe serait inférieur à 4% en moyenne sur les quatre derniers semestres comptables clos (par exemple : pour un départ en mai en année N : la période prise en compte pour calculer le ratio est du 1^{er} janvier N-2 au 31 décembre N-1), aucune indemnité ne sera due ;
- dans la mesure où le ratio du résultat opérationnel courant sur chiffre d'affaires net du Groupe serait supérieur ou égal à 4% en moyenne sur les quatre derniers semestres comptables clos (par exemple : pour un départ en mai en année N : la période prise en compte pour calculer le ratio est du 1^{er} janvier N-2 au 31 décembre N-1), l'indemnité due sera d'un montant de 550 000 € ; toutefois, dans la mesure où le ratio du résultat opérationnel courant sur chiffre d'affaires net du Groupe serait supérieur ou égal à 7% en moyenne sur les deux derniers semestres comptables clos (par exemple : pour un départ en août en année N : la période prise en compte pour calculer le ratio est du 1^{er} juillet de l'année N-1 au 30 juin de l'année N), l'indemnité due sera portée à un montant de 700 000 €.

L'indemnité de départ ne pourra être versée qu'en cas de départ contraint, à l'initiative de la société. Elle ne sera pas due en cas de démission, de départ à la retraite à taux plein, de départ suite à l'atteinte de l'âge limite pour être directeur général, en cas de révocation pour faute grave.

Les directeurs généraux délégués ne disposent d'aucune indemnité de départ extra-légale, mais sont susceptibles de bénéficier d'une indemnité de départ au titre de leur contrat de travail.

■ Indemnités de non-concurrence

Sébastien Huron a accepté un engagement de non-concurrence en cas de départ, en contrepartie duquel une indemnité de non concurrence est prévue.

En contrepartie de l'obligation de non-concurrence, Sébastien Huron percevra mensuellement, pendant toute la durée de l'interdiction de concurrence, une indemnité d'un montant égal à 80% de sa rémunération mensuelle fixe brute perçue au titre du dernier exercice clos de la société (y compris toutes autres rémunérations liées à ses mandats au sein du groupe Virbac). Cette indemnité sera plafonnée pour cette période de dix-huit mois à une somme maximum de 500 000 € bruts.

Les directeurs généraux délégués ne sont pas soumis à des engagements de non-concurrence au titre de leur mandat ou de leur contrat de travail et ne sont donc pas susceptibles de bénéficier d'indemnité de non-concurrence.

■ Attribution d'actions de performance

Conformément à l'autorisation de l'assemblée générale, certains salariés et dirigeants de Virbac et de ses filiales bénéficient depuis 2006 d'une rémunération de long terme sous forme d'attribution d'actions de performance. Les conditions de performance à satisfaire pour l'acquisition des actions de performance sont mesurées par rapport à des objectifs internes de résultat opérationnel consolidé et d'endettement net consolidé du Groupe à l'issue du deuxième exercice complet suivant la date d'ouverture du plan. Ces éléments prennent donc en compte la performance du Groupe sur plus de deux exercices.

Les attributions d'actions de performance accordées aux membres de la direction générale au titre des cinq derniers exercices sont les suivantes :

	Nombre d'actions Plan 2018	Nombre d'actions Plan 2021
Sébastien Huron	1 600	950
Habib Ramdani	1 200	475
Marc Bistuer	1 000	300
Total	3 800	1 725

Au cours de l'exercice 2021, 50% des actions de performance du plan 2018 ont été acquises par les bénéficiaires conformément aux conditions du règlement du plan.

A39. Engagements hors-bilan

■ Cautions ou garanties données par Virbac ou certaines de ses filiales.

L'état des principales cautions et garanties accordées est présenté ci-après :

en k€	Garantie donnée auprès de	Date limite de validité	2021	2020
PP Manufacturing Corporation	OS 990 Corporate Center Associates LLC	30/09/2026	4 233	4 698
Virbac Uruguay	Banco de la Republica Oriental del Uruguay	—	3 532	3 260
Engagements donnés			7 765	7 958

■ Passifs éventuels

Nous pouvons parfois être impliqués dans des contentieux, ou d'autres procédures légales, généralement liés à des litiges relatifs aux droits de la propriété intellectuelle, des litiges en matière de droit de la concurrence et en matière fiscale. Chaque situation est analysée au regard d'IAS 37 ou au regard d'IFRIC 23, lorsqu'il s'agit d'incertitude relative au traitement des impôts (voir notes A16 et A19).

Aucune provision n'est constituée lorsque la société considère que le passif est éventuel, et une information est donnée en annexe.

A40. Périmètre de consolidation

Raison sociale	Localité	Pays	2021		2020	
			Contrôle	Intégration	Contrôle	Intégration
France						
Virbac (société mère)	Carros	France	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Interlab	Carros	France	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac France	Carros	France	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Nutrition	Vauvert	France	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Bio Véto Test	La Seyne sur Mer	France	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Alfamed	Carros	France	99,70%	Globale	99,70%	Globale
Europe (hors France)						
Virbac Belgium SA	Wavre	Belgique	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Nederland BV ¹	Barneveld	Pays-Bas	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac (Switzerland) AG	Glattbrugg	Suisse	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Ltd	Bury St. Edmunds	Royaume-Uni	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac SRL	Milan	Italie	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Danmark A/S	Kolding	Danemark	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Pharma Handelsgesellschaft mbH	Bad Oldesloe	Allemagne	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Tierarzneimittel GmbH	Bad Oldesloe	Allemagne	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac SP zoo	Varsovie	Pologne	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Hungary Kft	Budapest	Hongrie	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Hellas SA	Agios Stefanos	Grèce	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Animedica SA	Agios Stefanos	Grèce	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac España SA	Barcelone	Espagne	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Österreich GmbH	Vienne	Autriche	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac de Portugal Laboratorios Lda	Almerim	Portugal	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Hayvan Sağlığı Limited Şirketi	Istanbul	Turquie	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Amérique du Nord						
Virbac Corporation ¹	Fort Worth	États-Unis	100,00%	Globale	100,00%	Globale
PP Manufacturing Corporation	Framingham	États-Unis	100,00%	Globale	100,00%	Globale

¹paliers pré-consolidés

Raison sociale	Localité	Pays	2021		2020	
			Contrôle	Intégration	Contrôle	Intégration
Amérique latine						
Virbac do Brasil Industria e Comercio Ltda	São Paulo	Brésil	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Mexico SA de CV	Guadalajara	Mexique	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Laboratorios Virbac Mexico SA de CV	Guadalajara	Mexique	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Colombia Ltda	Bogota	Colombie	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Laboratorios Virbac Costa Rica SA	San José	Costa Rica	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Chile SpA	Santiago	Chili	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Patagonia Ltda	Santiago	Chili	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Holding Salud Animal SA	Santiago	Chili	100,00%	Globale	51,00%	Globale
Centro Veterinario y Agrícola Limitada	Santiago	Chili	100,00%	Globale	51,00%	Globale
Farquímica SpA	Santiago	Chili	100,00%	Globale	51,00%	Globale
Bioanimal Corp SpA	Santiago	Chili	100,00%	Globale	51,00%	Globale
Productos Quimicos Ehlinger	Santiago	Chili	100,00%	Globale	51,00%	Globale
Centrovét Inc	Allegheny	États-Unis	100,00%	Globale	51,00%	Globale
Centrovét Argentina	Buenos Aires	Argentine	100,00%	Globale	51,00%	Globale
Inversiones HSA Ltda	Santiago	Chili	100,00%	Globale	51,00%	Globale
Rentista de capitales Takumi Ltda	Santiago	Chili	100,00%	Globale	51,00%	Globale
Virbac Uruguay SA	Montevideo	Uruguay	99,17%	Globale	99,17%	Globale
Virbac Latam Spa	Santiago	Chili	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Asie						
Virbac Trading (Shanghai) Co. Ltd	Shanghai	China	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac H.K. Trading Limited	Hong Kong	Hong Kong	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Asia Pharma Ltd	Hong Kong	Hong Kong	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Korea Co. Ltd	Séoul	Corée du	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac (Thailand) Co. Ltd	Bangkok	Thaïlande	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Taiwan Co. Ltd	Taïpei	Taiwan	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Philippines Inc.	Taguig City	Philippines	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Japan Co. Ltd	Osaka	Japon	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Asia Pacific Co. Ltd	Bangkok	Thaïlande	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Vietnam Co. Ltd	Ho Chi Minh Ville	Vietnam	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Animal Health India Private Limited	Mumbai	Inde	100,00%	Globale	100,00%	Globale
AVF Animal Health Co Ltd Hong-Kong	Hong Kong	Hong Kong	50,00%	Équivalence	50,00%	Équivalence
AVF Chemical Industrial Co Ltd China	Jinan (Shandong)	Chine	50,00%	Équivalence	50,00%	Équivalence
Shandong Weisheng Biotech Co., Ltd	Jinan (Shandong)	Chine	50,00%	Équivalence	50,00%	Équivalence
Pacifique						
Virbac (Australia) Pty Ltd ¹	Milperra	Australie	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac New Zealand Limited	Hamilton	Nouvelle-Zélande	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Afrique & Moyen-Orient						
Virbac RSA (Proprietary) Ltd ¹	Centurion	Afrique du Sud	100,00%	Globale	100,00%	Globale

¹paliers pré-consolidés